

L'AFFRANCHI

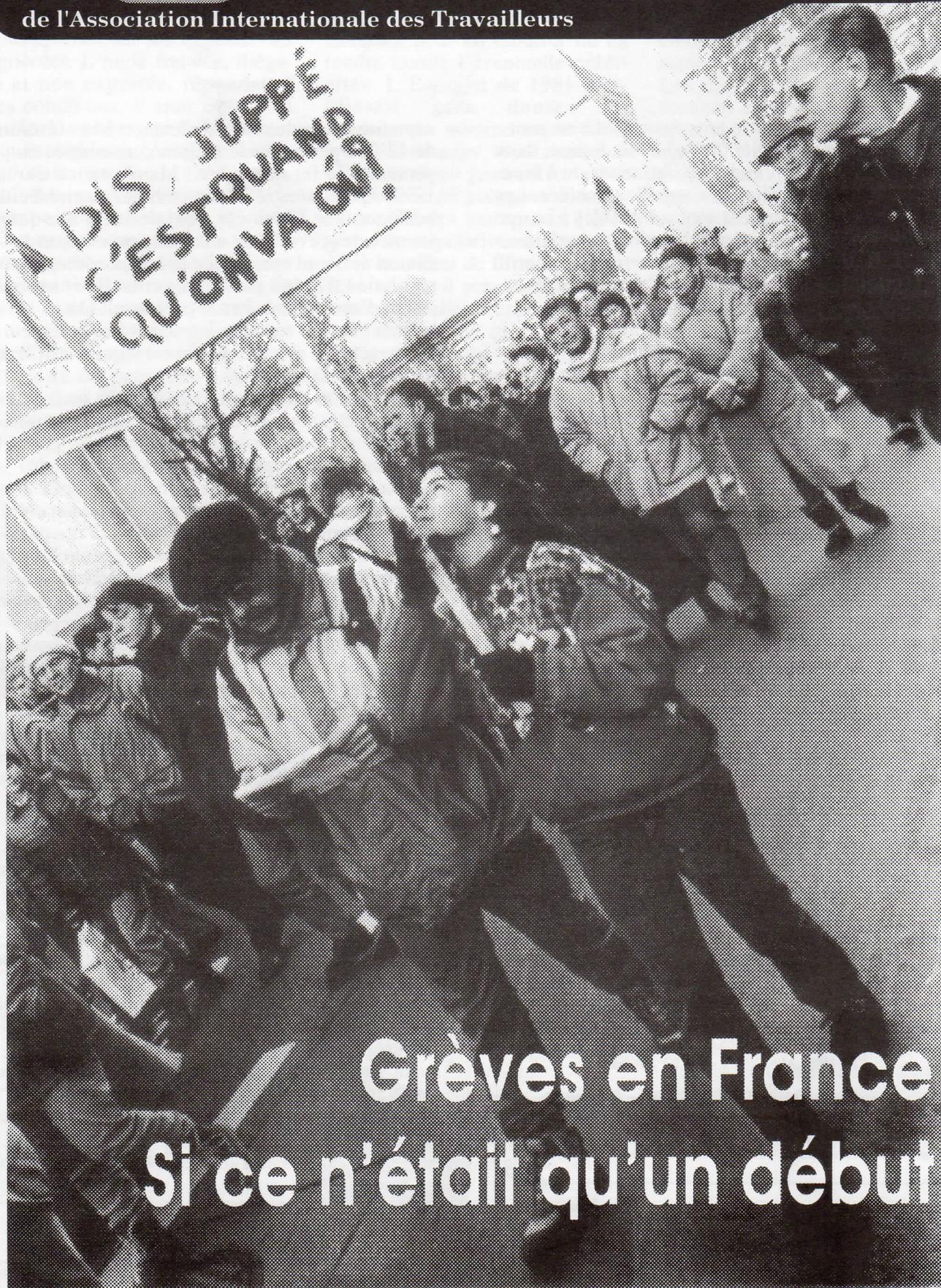
Périodique des AmisEs

de l'Association Internationale des Travailleurs

Février 1996

Publication Anarcho-syndicaliste

N° 12 4 frs. 15 FF.



Grèves en France
Si ce n'était qu'un début

Éditorial

LES attaques contre le secteur public ne sont pas une spécialité française. En Suisse, dans le canton de Vaud, l'opération visant à faire des économies budgétaires s'appelle Orchidée. Les recettes du gouvernement sont semblables à ce que l'on observe ailleurs : non-indexation des salaires, non-remplacement des départs en retraite, précarité pour les nouveaux venus, baisse des salaires à l'embauche, diminution de l'aide sociale, augmentation des impôts, attaques aux plus faibles... on connaît la musique. Mais on commence aussi à connaître l'air que jouent les «syndicats» et autres associations du personnel : «...il y a eu la manifestation du 2 novembre, l'assemblée générale du 7 novembre, la journée d'action du 27 novembre, l'assemblée de mobilisation du 17 décembre et celle du 30 janvier. Ce que certains appellent un mouvement social traîne en longueur et surtout n'entraîne aucun résultat tangible. Les mesures d'austérité visant le personnel de l'État ont été prises en décembre : suppression de la compensation semestrielle du renchérissement, blocage des effectifs et même diminution des postes... La riposte n'est pas à la hauteur de l'attaque. Cela nous révèle la grande faiblesse de ce qu'on appelle ici le syndicalisme» écrivions nous le 2 février 1992 !

L'offensive que nous subissons aujourd'hui est dix fois plus grave que celle de 1991 et les réactions

«syndicales» redoublent de lenteur. Manifestation de 12'000 personnes le 15 juin... assemblée du personnel le 1er novembre ! Manifestation de 12'000 personnes le 30 novembre... assemblée des «délégués» le 17 janvier... qui décide d'une demi-journée de grève. Mais attention, on est dans le canton de Vaud et une telle action constituant «une révolution à la fois politique, culturelle et sociale» il faut d'abord consulter le personnel. On va commencer par récolter des signatures en faveur de la «grève», si leur nombre est significatif(?) on passera à l'action.

Consensus au pays du consensus, tous les ingrédients y sont. Récolte de signatures comme pour les référendums et unité à tout prix : parmi les huit leaders incontestés du comité restreint, le trotskiste et le libertaire sont encadrés par le représentant des fonctionnaires de police et celui des magistrats.

En 1992, le pseudo-mouvement de la fonction publique nous faisait doucement rigoler et nous propositions aux dirigeants de se faire engager par le cirque Knie. Maintenant nous avons un peu perdu notre sens de l'humour. A l'époque nous disions que «s'il y avait vraiment mobilisation» le comité des leaders incontestés «constituerait sans doute une entrave au développement des luttes». Cela se vérifie aujourd'hui. Les manifestations ont été massives, ce qui n'était pas le cas il y a quatre ans, et les dirigeants tergiversent, s'entre-déchirent et font traîner les choses en longueur. Certes, les gens sont paumés, ils ne savent pas comment résister et attendent qu'on les dirige; il n'y a aucune tradition — puisque la dernière grève des fonctionnaires de notre canton date, paraît-il, de 1918 — mais il n'empêche qu'on ne nous propose rien d'autre que d'aller dans le mur... tous ensemble. Quant aux initiatives de base, là où elles existent, elles sont entravées par les exigences d'en-haut (signatures, échéances unitaires...) et par le réveil des structures corporatistes... Depuis de nombreuses années, patiemment, les avant-gardes on noyauté les «syndicats» et autres associations du personnel. Le résultat est aujourd'hui à la hauteur des espérances. Seulement voilà, on ne transforme pas des organisations corporatistes, bureaucratiques... en des instruments

L'AFFRANCHI

Périodique des Amis de l'Association Internationale Travailleurs

Editeur Responsable André Bösiger

Pour toute correspondance



RÉFLEXIONS SOCIALES CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT : 5 NUMÉROS 20 FR (80FF)

Versement : Association Réflexions Sociales ccp 10-5082-6 Lausanne

de lutte. C'est dans les contes de fées que les crapeaux se transforment en princes charmants. Cela dit, Orchidée existe. Les mesures sont mises en place. Certain(e)s, souvent les plus menacé(e)s, essaient de résister. Dans ce contexte, il est irresponsable d'envoyer les gens au casse-pipe. Nous l'avons vu en France, une lutte globale et purement défensive est toujours très difficile. Ni une demi-journée, ni une journée entière de grève ne feront reculer le gouvernement sur l'essentiel de ses projets de «réforme». Si par hasard des concessions sont faites, rien ne prouve qu'elles concerneront les gens les plus combatifs, celles et ceux qui payeront de leur personne. Faut-il vraiment que les précaires, les travailleurs du parapublic, les étudiants, les bas salaires... se mobilisent pour défendre les intérêts des flics, des juges, des matons, des «hors-classes»² ? Quant à la répression prévisible, il ne faut pas trop en parler, cela pourrait décourager les masses ! Lors de l'assemblée des «délégués», le représentant des retraités a suggéré de demander au Conseil d'État la garantie qu'aucune sanction ne soit prise contre les grévistes : «sinon les gens auront peur et ne voudront pas y aller». Demander

la permission, mais quelle bonne idée ! Révélatrice du sens des réalités qui prédomine.

Un mouvement sérieux part de la base, de revendications concrètes et précises et d'une évaluation du rapport de force sur le lieu de travail (ou d'études). Ensuite on se coordonne avec les autres, on essaie de généraliser le mouvement en s'appuyant sur l'expérience acquise. Les rythmes et les moyens d'action imposés de l'extérieur (on s'habille tous en noir, on agit tel jour de 8h. à 12h., etc.) sont inopérants et même ridicules. Par contre, là où des expériences autonomes voient le jour, là où les gens fonctionnent en assemblée générale, où ils se mettent à réfléchir collectivement, à se prendre en charge... il est possible qu'un esprit critique se développe, qu'une renaissance du syndicalisme ou de quelque chose qui y ressemble se produise. Nous l'espérons, sans nous faire trop d'illusions.

□

¹ L'Affranchi n°2.

² Hors-classes : fonctionnaires situés au sommet de la hiérarchie salariale.



PHOTO L. AFFRANCHI

Grèves en France

Si ce n'était qu'un début...

Par Ariane

CE texte, largement inspiré par les informations et commentaires parus dans la presse, donne un aperçu nécessairement extérieur — puisqu'il a été écrit en Suisse — du mouvement de grèves français de novembre et décembre dernier. Sans essayer de comparer ces événements avec ce qui se passe (ou plutôt ne se passe pas) ici, sans imaginer qu'un phénomène de ce genre puisse facilement être exporté, nous pensons que certains enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés.

Au départ étaient les étudiants

Rappelons brièvement comment les choses se sont passées. A la rentrée universitaire, les étudiants de Rouen — comme d'autres l'avaient fait antérieurement¹ — se déclarèrent en grève illimitée. Ils défilèrent par milliers dans les rues, occupant des péages d'autoroutes, des voies ferrées et le rectorat pour réclamer des locaux, des professeurs supplémentaires et un crédit de 12 millions de francs pour faire fonctionner les laboratoires de la faculté des sciences. La négociation amorcée, Jacques Chirac ouvrait la boîte de Pandore en déclarant légitimes les ajustements «tout à fait modestes» réclamés par ces étudiants. Mal lui en pris, encouragées par la tournure des événements, de nombreuses universités connaissant des difficultés semblables se mirent aussitôt en grève pour réclamer leur dû. Finalement ce ne sont pas 12 millions, mais 2 milliards de francs (dont 500 millions sur le budget 95) que François Bayrou, le ministre de l'éducation nationale, a dû promettre pour tenter de dissocier les luttes étudiantes des grèves du secteur public qui s'amorçaient... Est-ce un hasard

si le mouvement des salariés a débuté parmi les cheminots des environs de Rouen ?

Un mouvement qui sort du cadre sectoriel

A l'origine de la colère des travailleurs de l'État on trouve toute une série d'économies budgétaires répondant aux critères libéraux du nouveau gouvernement et aux exigences de Maastricht. Rappelons-en quelques-unes : il y a le «plan Juppé» qui vise à assainir les finances de la sécurité sociale en instaurant, entre autres, un nouvel impôt (le remboursement de la dette sociale) de 0,5% sur tous les revenus y compris ceux des smicards, des retraités, des chômeurs...; le «contrat de plan» pour désendetter la SNCF qui menace les prestations non rentables comme certaines lignes régionales; la remise en cause des régimes spéciaux de retraite, etc. En tout, des objectifs qui ne sont que partiellement catégoriels et sectoriels.

Si la majorité des gens et en particulier les travailleurs du secteur privé ont si bien accepté les inconvénients inhérents à la grève, c'est parce qu'ils ont compris que les salariés du secteur public se mobilisaient

aussi contre la dégradation globale du présent et des perspectives d'avenir. Combien de fois n'a-t-on pas entendu : «ils se battent aussi pour nous» ou «ils font ce qu'on n'ose pas faire». D'une manière générale, le sentiment de la rue était bien plus favorable aux grévistes que ce qui transparaissait dans les médias.

Les promesses électorales du candidat Chirac ont fait long feu et le réveil a été brutal. Chirac ce n'est pas le changement, mais la continuité... en pire. La réalité qui perdure, c'est le chômage; ce sont les contrats emploi-solidarité (CES) d'une durée d'un ou deux ans, payés au lance-pierres et qui remplacent les postes fixes; c'est la détérioration des conditions de travail; ce sont les projets de privatisation de certains secteurs comme celui des télécommunications; c'est la sous-traitance qui, à la RATP (métro parisien) ou ailleurs, gagne le nettoyage, la sécurité, la maintenance... Ceux qui ont choisi le secteur public pour bénéficier de la sécurité de l'emploi sont aujourd'hui menacés et pensent que leurs enfants n'auront pas de cette possibilité.

Ampleur et caractéristiques de la mobilisation

Depuis mai 68, on n'avait pas vu cela. Une grève générale de la fonction publique, des manifestations journalières et massives... Certains commentateurs ont relevé l'importance particulière de la mobilisation en province, notamment dans le Sud et dans l'Ouest. Des villes comme Marseille et Toulouse ont connu plusieurs manifestations de plus de 100'000 personnes. Dans de très nombreuses localités, même petites, la mobilisation a été d'une ampleur inconnue jusqu'ici. Un seul exemple : au Puy-en-Velay (Haute-Loire) il y a eu, une semaine durant, des

manifestations quotidiennes atteignant jusqu'à 10'000 participants sur 23'000 habitants ! Selon le géographe Hervé Le Bras, le fait que le Nord-Est se soit moins mobilisé et que les cheminots y aient plus rapidement repris le travail pourrait s'expliquer par des modes de vie différents dans ces deux parties de l'Hexagone. «Au Nord-Est, les gens ont toujours vécu entouré de voisins. Mais avec la modernisation et le développement des transports, ils ont été obligés de se déplacer pour travailler, aller au supermarché et le voisin est devenu un étranger. Dans le Sud et dans l'Ouest, c'est l'inverse qui s'est produit : les transports ont rapproché les gens, alors que dans cette France du bocage, on vivait isolé du monde. On a amélioré les rapports avec les autres, alors que dans le Nord-Est ces rapports se dégradent comme l'exprime aussi l'importance des suffrages accordés au Front national et leur augmentation récente.»² Bien sûr tout cela est peint à gros traits et

il faudrait sans doute s'intéresser de plus près aux différentes réalités locales pour confirmer cette analyse, mais l'idée est intéressante. La modernité ce n'est pas seulement le train à grande vitesse et les voyages intercontinentaux qui laissent la majorité en rade dans un paysage rural en voie de désertification, ce n'est pas que l'individualisme et le repli sur la sphère privée. Ce sont aussi les masses de jeunes rassemblés dans les villes universitaires qui rament dans la même galère... et qui découvrent autre chose que l'univers parfois limité de leurs parents. D'autre part, les attaques au secteur public sont particulièrement ressenties dans les régions où l'industrie est peu développée ou en crise et où les possibilités d'emploi se limitent pratiquement au fonctionariat.

Archaïque ou moderne ?

On a tenté d'expliquer les événements français par un défaut de communication entre les élites et

le peuple. La base ne comprendrait pas les impératifs du moment, d'où son angoisse face à l'avenir. D'autres se sont déjà penchés sur les discours des journalistes, politiciens et autres «spécialistes» qui, dans leur majorité, ont vanté le courage de la «réforme» de Juppé et dénoncé «l'archaïsme» des travailleurs de la fonction publique «campés sur leurs privilèges»³. Nous n'insisteront pas ici sur le thème de «la pensée unique», mais il était frappant de voir que pour critiquer les grévistes on n'a pas hésité à nous montrer des SDF se plaignant de ne plus pouvoir faire la manche, dormir ou vendre *Macadam* dans le métro. Comme s'il était normal de vivre ainsi !

Les grèves auraient donc traduit un refus de la modernisation, de l'Europe, un replis sur des valeurs anciennes, alors que l'avenir exige toujours plus de compétitivité, de «souplesse», de rentabilité. Vouloir conserver la sécurité de l'emploi est aujourd'hui réactionnaire !



PHOTO L'AFFRANCHI

Demain — et déjà aujourd'hui pour certain(e)s d'entre nous — c'est le «contrat d'activité» qui remplacera le contrat de travail⁴. Dans certains pays, le refus de la modernité, de l'individualisme, «de la mondialisation technico-économique» se manifeste par un retour au passé de type ethnico-religieux. Comme l'a malicieusement souligné Edgar Morin, c'est vers les valeurs anciennes et universelles de 1789 : liberté, égalité, fraternité et vers une convivialité perdue que les grévistes de décembre 95 et ceux qui les ont soutenus semblent vouloir retourner⁵. De nombreux exemples illustrent cette intuition. C'est bien pour l'égalité — contre l'existence d'un statut différent pour les personnes engagées depuis 1993 : plus d'heures de travail pour un salaire inférieur — que les traminots de Marseille ont poursuivi la grève jusqu'au 10 janvier. Et que penser de ces cheminots en grève qui se rendent à l'université pour apporter leur solidarité à la lutte des étudiants ? (Voir l'article de JIPE ci-dessous). En mai 68, quand les étudiants parisiens avec Sartre à leur tête s'étaient rendus devant les usines Renault, ils avaient trouvé des grilles closes... Aujourd'hui on fraternise entre étudiants et travailleurs.

Une révolte privée d'avenir ?

Selon certains observateurs «avertis», les événements français, malgré leur ampleur, ne seraient pas porteurs d'un changement de société. Pour Claude Lefort «l'une des caractéristiques des derniers événements, c'est que, à la différence du mouvement de 1968 et des grandes grèves nationales d'autrefois, ils n'ont donné lieu à aucune revendication révolutionnaire ni versé à l'utopie.»⁶ Quant à Edgar Morin il relève «le paradoxe d'une révolte ample et profonde,

mais privée d'avenir. Elle ne propose ni transformation, ni rénovation, mais seulement sauvegarde : alors que le gouvernement de droite ne parle que de réforme et stigmatise le conservatisme des protestataires de gauche, il n'y a aucune proposition d'avenir, pas seulement chez les syndicats, mais aussi chez leurs soutiens intellectuels et politiques : le Parti socialiste ne parle pas de socialisme, le Parti communiste ne parle pas de communisme, les trotskistes eux-mêmes ne parlent que de «répétition générale» sans oser le mot révolution...»⁷ Les anarcho-sindicalistes auraient-ils quelque chose à proposer ? Comme le dit à juste titre JIPE, il ne s'agit pas «d'amener l'anarchisme en bloc comme une invention de laboratoire». Aujourd'hui, à l'exception des clients des sectes, les gens se méfient des solutions miraculeuses, et ils ont raison.

Il est peut-être utile, mais certainement insuffisant, de rappeler les réalisations des collectivités espagnoles de 1936-39. Il est nécessaire de favoriser l'auto-organisation des luttes par les assemblées générales, les délégués révocables et le mandat

impératif; mais il faut montrer aussi en quoi certaines revendications des salariés et des étudiants peuvent être porteuses d'un autre projet de société.

La défense du «service public» ne signifie pas nécessairement la défense de l'État en tant qu'institution. Derrière la défense de la santé, l'éducation, les transports publics... accessibles à tous, transparaît la nécessité d'une société qui réponde aux besoins des gens et non aux critères de rentabilité capitaliste. Les problèmes de circulation (et de pollution) qu'ont rencontrés les habitants de la région parisienne, lors des grèves, démontrent que les transports collectifs rapportent bien plus à la communauté que le simple prix des billets. On peut en dire autant d'autres services publics, tout en relevant que leur gestion hiérarchique et centralisée ne tient compte ni des travailleurs sur le terrain, ni des usagers. Les cheminots, par exemple, savent bien que beaucoup de leurs problèmes sont à mettre en rapport avec à la gestion techno-bureaucratique de leur entreprise. Pour les libertaires, ce peut être une occasion d'avancer des thèmes tels que



PHOTO L'AFFRANCHI

l'autogestion, la rotation des tâches, le refus des hiérarchies salariales. Pourquoi les polytechniciens qui ont mis en place le système «Socrate» — une invention technologique de vente et réservation des billets totalement déconnectée de la réalité ferroviaire — gagneraient-ils cinq ou dix fois plus que les ouvriers ?

Si l'on regarde du côté des lycéens et étudiants, on constate que derrière leur mobilisation il y a, pour le moins, la volonté de trouver une place dans la société et d'exercer une activité utile. Or pour la jeunesse, il apparaît de plus en plus clairement que le droit d'avoir un salaire ne dépend pas de l'effort ou de l'intelligence des individus, mais du milieu d'où l'on est issu, des relations que l'on a, de la génération à laquelle on appartient... Ce n'est plus *si tu travailles bien...* mais *si tu as de la chance, si tu te trouves au bon endroit au bon moment*, tu gagneras ta vie. C'est une sacré remise en cause des principes méritocratiques qui justifient les inégalités sociales.

Reconstruire un projet

Comme anarcho-syndicalistes nous essayons d'avoir des pratiques en accord avec les objectifs que nous poursuivons. Nous ne partageons pas les illusions des Keynésiens qui préconisent une augmentation (inégalitaire bien sûr) de la consommation des ménages pour favoriser la relance, appelant «socialisme» cette politique de replâtrage conjoncturel du libéralisme économique. Contrairement aux marxistes, nous n'imaginons pas qu'une aggravation des conflits sociaux constitue, en tant que tel, le présage d'une révolution prête à tomber comme un fruit mûr quand la tempête sera suffisamment forte.

Si nous avons l'espoir de voir un jour les producteurs (et tous ceux qui sont aujourd'hui privé d'emploi à cause de la propriété

privée des moyens de production) gérer collectivement l'économie, il nous faut élaborer un projet économique et social qui tienne compte des réalités actuelles, qui parte des besoins des gens et des énergies disponibles sur le plan local pour se projeter dans une perspective de solidarité internationale. L'internationalisme pour nous, ce n'est pas la libre circulation des capitaux, l'exploitation des travailleurs du tiers-monde au profit des consommateurs occidentaux, le tourisme des déchets dangereux, la domination militaire ou idéologique... mais la libre circulation des personnes, des idées, le partage des connaissances...

Avoir la possibilité d'exercer une activité régulière, vivre et travailler au pays, respecter l'environnement, pouvoir satisfaire les besoins de base tels que le logement, une alimentation saine, l'éducation, la santé, du temps libre, de la convivialité... est de plus en plus inaccessible pour la majorité. Ces aspirations légitimes doivent nous amener à redéfinir plus précisément la société que nous voulons. Contrairement à ce qu'imaginent certains, le communisme libertaire (ou toute autre projet d'autogestion) n'est pas évident ou naturel et ne constitue pas l'aboutissement logique (ou dialectique) du processus historique. Notre projet de société doit être imaginé et élaboré quotidiennement en rapport avec les luttes que nous

menons, avec les revendications que nous avançons et soutenons. Pour nos compagnons français le moment est venu de s'enraciner patiemment, sur le long terme, dans un contexte où, malgré l'idéologie officielle, de plus en plus de gens ont le courage de leur révolte et obtiennent des concessions qui les encouragent à poursuivre la lutte; où les gens adoptent, spontanément ou parce qu'il existe des traditions, des pratiques et des idées en accord avec les nôtres. Nous espérons que ce mouvement se développe et s'amplifie au point de rayonner dans les pays environnants comme la Suisse.

□

¹ Voir *L'Affranchi* n°11.

² *Le Monde*, 27.12.95.

³ Voir *Le Monde diplomatique* de janvier 1996, en particulier l'article de Serge Halimi «Les médias et les gueux».

⁴ Selon le rapport du Commissariat au Plan cité dans *Le Monde* du 10.01.96. D'après Bernard Perret, économiste dans l'administration «c'est la première fois qu'un rapport officiel (...) aborde la déstabilisation structurelle de la société salariale». Autrement dit, chacun d'entre nous devrait devenir un entrepreneur individuel vendant, à la demande, ses services à l'État, aux entreprises...

L'abolition du salariat quoi !

⁵ E. Morin, «L'avenir en marche vers le passé», *Libération*, 19.12.95.

⁶ C. Lefort, «Les dogmes sont finis», *Le Monde*, 04.01.96.

⁷ E. Morin, *op. cit.*



La fin du syndicalisme français

Par JIPE

La France vient de connaître un mouvement social d'ampleur considérable et d'une teneur tout à fait nouvelle. Il a soulevé un immense espoir à la base, il a été sabordé par une collusion de tous les pouvoirs, instances dirigeantes des centrales syndicales incluses. Personne ne peut dire aujourd'hui de quoi l'avenir sera fait. Ce qui par contre est certain, c'est que le syndicalisme traditionnel français, malgré les apparences des manifestations, s'est considérablement discrédité. Sa fin — dans sa forme actuelle — ne semble qu'une question d'années.

En novembre, un mouvement étudiant fait vaciller le ministre de l'éducation François Bayrou. rien d'extraordinaire là dedans, ce n'est pas la première fois que les étudiants descendent dans la rue, le mouvement rassemble beaucoup de monde, comme d'habitude. Ce qui est nouveau par contre, et que les médias n'ont pas révélé — j'y reviendrai plus tard — c'est le caractère de ce mouvement. En 1986 contre la loi Devaquet, en 1992 contre la réforme Jospin et — pour les quelques facs mobilisées — en mars 1995 contre le rapport Laurent, les étudiants se sont toujours mobilisés face à des attaques portées par les gouvernements contre l'université ouverte à tous. Les demandes de moyens étaient là, mais elles n'étaient pas le motif de la mobilisation. Pour la première fois, les étudiants ont lancé un mouvement offensif réclamant plus de moyens pour l'université. Ce n'est pas révolutionnaire — mais le contexte ne l'est pas non plus — c'est néanmoins révélateur d'un certain état d'esprit. Il fallait vraiment que les gens en aient marre pour se mobiliser sans qu'il n'y ait aucune provocation en face. Ici et là, les déclis se sont faits sur des problèmes locaux liés au manque de moyens, de là est partie une mobilisation d'ampleur nationale, ce n'est pas rien.

Lorsque l'on regarde ce qui a suivi. Le mouvement social n'est

pas si différent. Bien sûr, on a pu remarquer une mobilisation importante lors de la première manifestation sur la sécu, mais le mouvement n'a pas été lancé par les directions syndicales. Dans certains endroits, ce sont les cheminots qui se sont mis en grève les premiers (ailleurs ce fut l'Électricité de France EDF) sur des réformes les concernant. De là est parti un mouvement spontané de grèves en cascade d'une ampleur considérable puisque plus de deux millions de personnes sont descendues dans les rues. Et si les secteurs en grève étaient principalement ceux de la fonction publique, on a vu aussi des grévistes du secteur privé se joindre aux manifestants, ce qui n'est pas commun. Le plan Juppé a servi de catalyseur au mécontentement général. Les centrales syndicales ont suivi le mouvement. FO parce que Juppé a essayé de les doubler en leur sucant la gestion de la sécurité sociale. La CGT entraînée par la base.

Un mouvement d'une nouvelle forme

Le mouvement a pris une forme concrète extrêmement atypique si l'on regarde l'histoire sociale française de ces dernières années. C'est un mouvement intercorporatiste qui s'est développé en France. De nouveaux élans de solidarité ont vu le jour. Les gré-

vistes d'EDF ont coupé l'électricité à des centres de tri parallèles mis en place pour briser la grève dans les PTT. A Pau, on a cru que les CRS allaient attaquer le centre de tri occupé. En une heure, des grévistes de toutes les professions, cheminots, agents EDF et même des profs sont venus au secours des postiers avec, en tête un bulldozer de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) en guise de première ligne de défense. Des exemples comme celui-ci ne manquent pas. Et quel moment étonnant quand, devant l'assemblée générale des étudiants palois, on vit arriver une délégation du comité de grève cheminot qui prit la parole pour apporter le soutien des grévistes de la SNCF à la lutte étudiante ! Fait qui se reproduisit l'AG suivante avec les postiers. C'est qu'aujourd'hui les fils de cheminots aussi sont étudiants...

Autre particularité de cette lutte : une certaine radicalité dans les actes. A Metz, lorsque les CRS ont chargé les manifestants, en représailles les bulls de la DDE ont détruit la façade du commissariat de police. Ici et là, des patrons, des hauts fonctionnaires ont été séquestrés (parfois même au fond d'un puits comme le directeur d'une mine de charbon). Et là où il n'y a pas eu d'affrontement, on l'a vu, les gens restaient sur le qui-vive.

Enfin, on ne peut pas conclure sans parler de l'ambiance de cette lutte. On était loin des manifs enterrements. Ambiance de fête et soif de dialogue, comme si une chape de plomb venait de disparaître. Dans leur tête, les gens passaient à l'offensive, il arrêtaient de subir et ils se retrouvaient loin de la télé et de l'individualisme forcené que l'on essaie de nous imposer comme une évolution incontournable. Cela peut paraître anecdotique,

c'est pourtant essentiel pour comprendre ce qui s'est passé par la suite.

Car c'est un mouvement ascendant qui a été limité puis sabordé par les différents pouvoirs.

La réaction des dirigeants

Le gouvernement a joué l'essoufflement du mouvement et la division. Il a négocié, ici et là, dans les secteurs les plus touchés par les grèves et en premier lieu chez les cheminots qui ont été la colonne vertébrale du mouvement, tant par leur mobilisation générale que par la paralysie qu'entraîne une grève dans ce secteur.

Parallèlement, on a vu une campagne médiatique générale anti-grève : évoquant les méfaits de la grève, les gens qui ne peuvent pas aller travailler (métro arrêté), commerçants catastrophés... jusqu'à la société protectrice des grillons du métro qui demandait la remise en route pour assurer la température minimale à la survie des insectes ! Et évidemment, les comités d'usagers montés par le RPR ont eu toutes les premières pages avec une manifestation pourtant ridicule de 1'000 à

2'000 personnes dans la capitale ! Mais le plus grave, c'est l'attitude des dirigeants syndicaux. Inutile de s'attarder sur Nicole Notat, le CNPF (syndicat patronal) a salué son courage, les médias aussi; c'est protégée par des gardes du corps qu'elle a dû quitter le cortège CFDT, tant les militants se sont sentis floués. Blondel et Viannet n'ont pas subi le même sort, pourtant leur attitude n'a pas été claire. Premier constat : les revendications sur la précarité, la réduction du temps de travail, la flexibilité sont passées à la trappe. Loin d'en faire des priorités, les dirigeants syndicaux se sont cantonnés à la demande de retrait du



PHOTO L'AFFRANCHI

“On était loin des manifs enterrements”

plan Juppé. Pourtant, dans les manifs, le plan Juppé était un problème parmi d'autres et les gens parlaient bien plus du contexte général, du ras-le-bol actuel par

rapport au chômage, par rapport aux attaques qu'ils vivent tous les jours dans leur boulot. Tous ces problèmes ne

sont pas apparus au niveau national, on a limité le mouvement à un mouvement défensif, un mouvement qui pourtant allait se prolonger et s'amplifier. Le B-A BA du syndicalisme c'est de profiter d'un rapport de force exceptionnel pour obtenir de grandes avancées. Comment des militants éprouvés comme Viannet et Blondel auraient-ils pu l'oublier ? C'est délibérément qu'ils ont cantonné ce mouvement qui les dépassait. *Le canard enchaîné* du 6 décembre — c'est à dire en pleine grève — révèle des propos de Viannet : « même si Juppé retire son plan, il n'est pas du tout sûr que les gens accepteront de

reprendre le travail » et l'un de ses plus proches collaborateurs de rétorquer : « la marche en arrière sera très dure à engager ». Dans le même article *le canard* révèle que Blondel a fait part de ces mêmes préoccupations à son bureau confédéral. C'est clair, les centrales ne voulaient pas d'un mouvement qui les déborde. Comment s'étonner alors de ce qui s'est passé entre le 13 et le 21 décembre. Le 12 décembre deux millions de personnes dans les rues. Le 13, l'appel national est lancé pour une nouvelle journée de manifestation... le 16 décembre, quatre jours de vide, alors que les gens entamaient souvent le mois de grève... Erreur involontaire ? Bizarre pour des professionnels du syndicalisme... Ce qui s'est passé à partir du samedi 16 ne laisse pas de doute. Blondel, puis Viannet constatent la reprise, l'appel à manifester le 19 décembre est volontairement saboté. On ne manifeste que dans les grandes villes et l'on ne fait pas passer l'information. A Pau comme dans beaucoup d'endroits, les responsables CGT font passer des mots d'ordre contradictoires.

LA DÉBÂTE ESPAGNOLE

A DIS JUPPÉ
C'EST QUAND
QU'ON VA OÙ?



PHOTO L'AFFRANCHI

On appelle pour la manif mardi, puis on renonce... finalement ce sera le mercredi soir, tandis que FO n'appelle pas à manifester. Et pour avoir l'information, il fallait faire des pieds et des mains, comme chez les cheminots où le responsable CGT était curieusement absent et n'avait pas laissé de nouvelles claires. Résultat : 1'600 personnes à la manif (alors que le samedi il y en avait 16'000 !). Deux jours avant l'ouverture des négociations, les centrales ont saboté les manifestations et ont appelé à la reprise en occultant totalement les endroits qui restaient en grève. Pourtant en Normandie, à Toulouse, à Marseille le mouvement durera au moins dix jours de plus et aujourd'hui encore, il reste des foyers de grévistes ici et là ! C'est la rage au cœur que beaucoup ont repris le travail, trompés par la collusion des médias et des bureaucrates syndicaux qui leur annonçaient la reprise partout. Combien de fois ai-je entendu «on aurait dû continuer jusqu'au bout» ? Quand des grévistes décident de reprendre le boulot d'eux-mêmes parce qu'ils sont épuisés, c'est tout à fait légitime et compréhensible. Mais quand ils le font la rage au cœur parce qu'on leur a fait croire que c'est ce qui se fait partout, il s'agit d'une trahison. Qu'ont-ils dû penser ceux qui ont continué malgré tout ?

Que signifie cette attitude pour des syndicalistes : saborder un mouvement, qui plus est à deux jours de l'ouverture des négociations !

Aucune excuse, rien de justifiable, les "responsables" syndicaux sont face à leurs actes.

Ce que laisse la lutte

Évidemment une grande désillusion. Le plan, même s'il a été amputé, n'a pas été retiré. Viannet a été obligé de le reconnaître à la sortie des négociations. Et sortir d'un tel conflit sans la

victoire... Il est normal d'être déçu. Malheureusement, il est fort probable que ceux qui se sont retrouvés dans la rue hier hésitent à recommencer demain. A moins que, comme on l'entend à l'heure actuelle, les grèves ne redémarrent...

Quelle que soit la suite des événements, la partie la plus mobilisée des grévistes ne ressort pas indemne d'un tel conflit.

Inéluctablement, des constatations s'imposent :

1) Juppé comme les autres a essayé par tous les moyens d'imposer son projet (en tentant de le faire passer

par ordonnance). L'opposition a été frileuse. Le discrédit des "politiques" est tel, à l'heure actuelle, que Juppé ne s'est pas retrouvé seul à baisser dans les sondages, c'est toute la classe politique traditionnelle qui a chuté.

2) Les médias sont aussi discrédités. Il se sont affirmés clairement comme un instrument du pouvoir. Il n'y a qu'à voir le quotidien *Libération* qui a publié, tout au long des grèves, une page entière sur les transports parallèles franciliens !

3) Les liens de solidarité interprofessionnels ont montré leur efficacité et laissent un souvenir impérissable.

4) Les centrales syndicales ont pris du plomb dans l'aile. La CFDT est au bord de l'implosion. FO est plongée dans ses contradictions avec son aile droite qui a trouvé Blondel trop radical (n'oublions pas qu'il y a aussi des militants du RPR à FO) et sa base qui ne comprend pas le jeu de la direction qui s'est retirée de la lutte à la première garantie à propos de la gestion de la sécu. La CGT ne s'en tire pas bien mieux. Dans l'Essonne, des tracts CGT appelant à la reprise ont été distribués alors que la grève était

reconduite jusqu'au vendredi. Beaucoup de gens ont repris le boulot la mort dans l'âme, alors que pas mal n'ont pas suivi les mots d'ordre de la direction. Fait significatif : à Pau, au lendemain du mouvement, le 22 décembre, une soirée de solidarité avec les cheminots en grève était organisée par la CGT, le SUD et la FSU. Cent cinquante personnes au débat, cinq cents au concert

gratuit... Après un mouvement de cette ampleur, les trois syndicats n'ont réussi à mobiliser qu'une partie de leur base, le cercle des

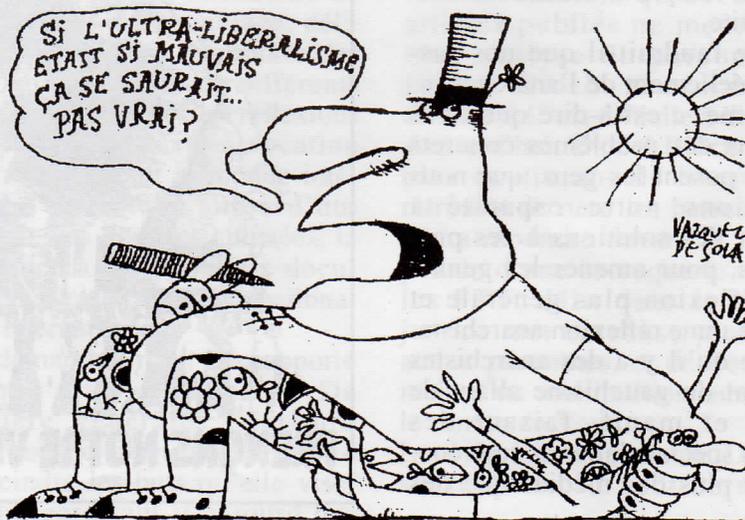
convaincus. Et encore, certains étaient critiques vis-à-vis de l'arrêt de la grève et les postiers étaient encore en lutte... Loin d'être sortis revigorés, il faudra demain aux syndicats montrer patte blanche... mais comment ? Ils sont incapables d'accepter un mouvement qui les dépasse, leur hantise a été de voir resurgir des coordinations comme dans les années 80, ils ont pris le mouve-

ment en marche et ont tout fait pour le freiner.

La situation dans laquelle ils se trouvent est simple. Ils ne contrôlent plus la base, ils ne lancent plus les mots d'ordre et ils essaient de canaliser des mouvements spontanés. Tout ça désormais avec des gens qui ne leur font plus confiance comme avant.

Il ne leur reste pas une grande marge de manœuvre. Voilà qui me pousse à dire que le syndicalisme français traditionnel, syndicalisme qui malgré une implication dans tous les systèmes de cogestion, tentait de conserver une allure militante et combative, ce syndicalisme est mort. Le dernier congrès de la CGT — tenu en pleine grève — montre la voie qui est prise : pour adhérer à l'internationale européenne des syndicats réformistes (CES), la CGT a rayé de ses statuts tout ce qui lui restait d'intention révolutionnaire. La volonté des trois leaders syndicaux d'être à tout prix l'interlocuteur privilégié du gouvernement n'en n'est pas moins éloquent. On se dirige progressivement vers un syndicalisme du type allemand qui tire ses adhésions des

"Beaucoup de gens ont repris le boulot la mort dans l'âme"



services qu'il rend et des organismes de cogestion auxquels il participe. C'est une reconversion nécessaire pour un syndicalisme qui est arrivé au bout de ses contradictions propres, au bout de l'impasse. Certes ça ne se fera pas en un jour et il faudra donner le change, ce qui nous laisse le temps de proposer autre chose.

Il y a de la place pour un mouvement anarchosindicaliste

L'autogestion des luttes, le contrôle des négociations par la base sont autant de problèmes insolubles pour ceux qui veulent se battre et qui en ont marre de se faire manipuler. C'est entre autres pour résoudre ces problèmes que nous proposons le fédéralisme, les AG souveraines et les délégués élus, mandatés et révocables, tant pour le syndicalisme que pour l'organisation sociale. L'intercorporatisme est une réponse évidente aux liens de solidarité qui se sont créés entre les différents secteurs, là encore notre fonctionnement est en phase avec l'opinion. Quant à la désillusion toujours plus forte à l'encontre des politiques de tout bord, face aux problèmes concrets que pose ce système, nous avons aussi quelque chose à proposer : l'action directe et l'antiparlementarisme dans un premier temps, la société libertaire ensuite.

Encore faudrait-il que nos faisons réellement de l'anarchosindicalisme, c'est-à-dire que nous partions des problèmes concrets que se posent les gens, que nous montrions notre capacité à trouver des solutions à ces problèmes, pour amener les gens à une réflexion plus générale et globale : une réflexion anarchiste. Et dire qu'il y a des anarchistes qui font du gauchisme allant de manif et manif, faisant des actions spectaculaires et se préoccupant plus des médias que des

gens qui sont autour d'eux : des provocations quand il faudrait des explications. Et dire qu'il y a des anarchistes qui au bout d'un siècle, en sont encore à amener l'anarchisme en bloc «comme une invention de laboratoire» proposant une idéologie parmi d'autres avec des pratiques identiques aux autres organisations politiques (même s'ils ne sont pas encore électoralistes, quoique le débat communaliste revienne à la mode). Et dire qu'il y a des "anarchosindicalistes" qui sont dans les syndicats réformistes pour les changer de l'intérieur «parce que c'est là que sont les masses» (sic) et des "anarchosindicalistes" qui veulent faire une CNT qui participe aux élections, qui rassemble tout ce qu'il y a de

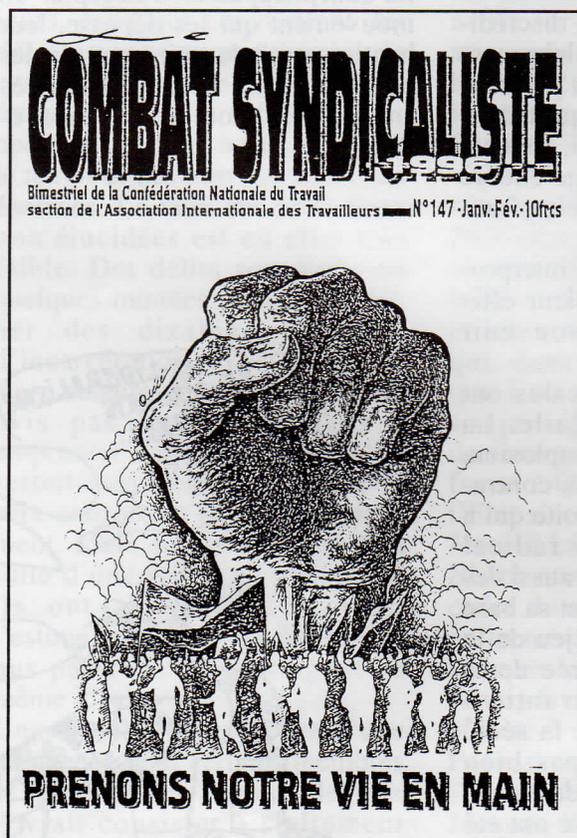
“radical”, un conglomérat de gens plus ou moins “révolutionnaires” aux pratiques semblables aux autres syndicats avec un discours un peu plus radical, un peu plus gauchiste. Comme si nous n'avions pas mieux à faire... Ces gens-là ne m'intéressent pas, mais qu'ils ne viennent pas dans mon organisation pour la noyauter et, en dessous de la table, tenter de la modifier contre l'avis des militants.

Nous avons de belles perspectives dans la situation actuelle, encore faut-il que nous nous montrions capables de défendre l'anarchosindicalisme auprès des gens comme dans notre propre organisation. □

Au moment de boucler *l'Affranchi*, nous recevons la dernière livraison du *Combat syndicaliste*. Ce numéro contient une série d'informations, prises de position et analyses de nos compagn(es)ons

de la CNT française sur les événements de décembre dernier. Fonctionnant en réseau, avec des suppléments réalisés par les unions régionales, *le Combat syndicaliste* constitue un outil de premier plan pour tous ceux qui veulent connaître l'évolution actuelle de l'anarcho-syndicalisme.

Information et abonnement :
Le Combat syndicaliste
C. N. T.
42, rue de Lalande
33000 Bordeaux
(France)



Vingrau

Par les AmiEs de l'AIT

LA lutte des habitants de Vingrau (France) contre l'exploitation, sur le territoire de leur commune, d'une carrière de carbonate de calcium par l'entreprise Omya— filiale du groupe suisse Plüss-Staufer — a connu récemment une évolution défavorable. Nous en avons déjà souvent parlé dans *l'Affranchi* (nos 7, 9, 10, et 11) et nous pensons qu'il est important d'assurer le suivi de l'information.



Le 25 juillet 95, une cinquantaine d'habitants du village de Vingrau manifestaient devant le siège de Plüss-Staufer à Zürich. Une immense banderole recouvrait la façade du bâtiment. Conçue avec le comité de soutien de Zürich et l'aide de Greenpeace, cette action spectaculaire a largement été couverte par la presse.

Lors de la préparation, la veille au soir, nous avons été les témoins d'un petit conflit qui met en évidence des problèmes qu'une lutte autogérée peut rencontrer quand elle est amenée à collaborer avec des professionnels de la contestation. Les gens de Zürich avait réalisé un communiqué de presse. Le texte, jugé trop larmoyant, ne plaisait pas aux Vingraunai(se)s, mais il n'y avait d'ordinateur à portée de main, il était tard, et surtout le permanent de Greenpeace est parvenu à convaincre qu'une déclaration trop combative était

inadaptée à la mentalité suisse... Ce détail fut bien vite oublié dans le feu de l'action et durant les bons moments que nous avons passé l'après-midi sur la Bürkliplatz à déguster l'excellent vin que les Vingraunai(se)s distribuaient aux passants.

En prenant connaissance des informations que nous font régulièrement parvenir nos compagnons de la CNT des Pyrénées Orientales, le «détail» de Zürich nous revient parfois à l'esprit. Par exemple, on nous signale les interventions de certains politiciens beaux parleurs qui «ont su profiter des flottements et dysfonctionnements du Comité de Défense, lequel n'a pas suffisamment mis en avant son fonctionnement en assemblée générale et n'a pas toujours clairement défini les mandats de ses représentants». Nos copains disent aussi que l'évolution qu'il craignaient, suite à la conquête de la mairie

par le Comité de Défense de Vingrau, tend à se confirmer. Les élus ont tendance à prendre le pas sur les assemblées générales des habitants. Venons-en maintenant aux principaux événements qui se sont produits depuis cet été.

Le 17 octobre, un arrêté interministériel déclassait les deux variétés de plantes protégées présentes sur le site de Vingrau, faisant ainsi tomber l'un des derniers arguments écologiques et juridiques mis en avant par le Comité de Défense. Le 21 octobre, une manifestation de 200 personnes a eu lieu sur le site. Le 26 octobre, OMYA commençait les travaux. La route sur laquelle les membres du Comité de Défense campaient depuis la manifestation a été violemment dégagée, en pleine nuit et en présence du préfet. Suite à ces affrontements, trois personnes ont dû être hospitalisées. Le 30 octobre, le maire a commencé une grève de la faim. Les jours

suivants, deux conseillers municipaux, puis cinq autres habitants ont fait de même. Cette grève a pris fin le samedi 25 novembre, suite à la satisfaction de l'une des revendications : la nomination de médiateurs autres que ceux proposés par la préfecture. Aux dernières nouvelles, les membres du Comité de Défense ne parleraient plus de refuser les carrières, mais de les déplacer (jusqu'à la limite du territoire communal); ils essaient de convaincre les médiateurs et espèrent faire changer d'attitude les politiciens du département... Pendant ce temps-là OMYA poursuit ses travaux.

Dans ce contexte, nos compagnons de la CNT ne voient pas tellement ce qu'ils peuvent faire, mais ils restent attentifs et sont toujours disposés à participer à des actions qui seraient plus proches de leurs positions : réoccupation du site, réappropriation de la lutte par les assemblées générales du Comité de défense, manifestations publiques... Il y a des gens à Vingrau qui ne sont pas satisfaits de la tournure des événements et qui souhaitent poursuivre la mobilisation. Il est peut-être trop tôt pour tirer un bilan définitif. Cela dit, la lutte de Vingrau (exemplaire quant

l'auto-organisation adoptée durant plusieurs années) nous montre aussi les difficultés que rencontrent les mouvements isolés dans lesquelles les gens s'épuisent. Un rapport de force insuffisant amène naturellement à envisager des alternatives politiques qui ne sont pas des solutions... Il reste cependant la richesse de l'expérience pour les luttes à venir. □

Fiorenzo Laffranchi

Le compagnon anarchiste Fiore, Fiorenzo Laffranchi, s'en est allé le 9 août. A trente-sept ans, un infarctus l'a emmené loin de sa femme Margherita, de leur enfant Olek d'à peine six mois, du cercle des personnes qui lui étaient proches. Objecteur au service militaire en 1982, il commence son activité éditoriale, bien engagée à partir de 88 et tout de suite bien connue et appréciée par le mouvement anarchiste italien. Qui ne connaît pas les petits livres minces et un peu allongés, excellents produits d'art typographique et de propagande anarchiste des «Edizioni L'Affranchi»? Avec ses collections, présentant des auteurs valables mais jusqu'alors méconnus (par exemple Panizza, Sexby), proposant des textes importants d'auteurs connus (par exemple Muhsam, Vaneigem, Bataille) et avec beaucoup de textes politiques et de culture, la contribution de «L'Affranchi» à l'édition et à la propagande anarchiste, ainsi qu'à la diffusion culturelle en langue italienne est d'une certaine et précieuse importance. Dans le social et dans la résistance contre les marées montantes de la barbarie aussi, son engagement et sa lutte ne se déploient certainement pas dans de confortables et tran-

quilles lignes retranchées, mais dans le dur travail contre la marginalisation, dans l'association «Aiuto Aids», contre la toxicodépendance, contre la prison. Il créa aussi avec d'autres la «Ligue suisse des droits de l'homme». Je n'ai pas eu l'honneur et la joie de connaître Fiore en personne, mais je connais sa courageuse solidarité, quand il est venu à une audience de «mon» procès à Massa en 1992, ainsi qu'au travers du petit livre sur «mon» cas et sur la résistance anti-nucléaire en Suisse, rédigé, publié et diffusé par lui et d'autres compagnons tessinois.

Un de mes, un de nos frères s'en est allé, et il s'en est allé déjà maintenant et de cette manière aussi parce qu'il ne s'est jamais épargné. Il s'est complètement donné à la rébellion, à la lutte pour nos idéaux, pour un monde et une vie authentique. Il a donné sa vie. □

Marco Camenisch
Prison de Novare,
le 13 septembre 1995

Texte initialement paru dans *Umanità Nova*. Traduction *Les deux pieds dans la semoule* du 1er au 20 janvier 1996.

GREVE DE LA FAIM DE MARCO CAMENISCH

Le militant anarchiste et antinucléaire suisse Marco Camenisch, dont nous avons parlé à plusieurs reprises dans *l'Affranchi*, a commencé une grève de la faim le 3 janvier 1996, pour dénoncer les conditions de détention dans la prison de Novarre (Italie).

Dans une lettre de lui que nous a fait parvenir le collectif *Alpi en Resistenza*, Marco dénonce notamment une absence totale d'espace de récréation, de formation et d'activités sociales. Il n'y a pas de terrain de foot ou de basket, rien n'est prévu pour l'éducation physique. Il est interdit d'avoir en cellule quelque instrument de musique, ni quoi que ce soit qui permette des activités manuelles ou artistiques. Les travaux rémunérés sont pratiquement inexistantes.

Dans cette prison, tout a été prévu en matière de sécurité, mais la construction est de très mauvaise qualité : il pleut dans les cellules; en hiver l'humidité est permanente. La salle de rencontres, trop confinée, est suffoquante en été et glaciale en hiver.

La nuit, il est quasiment impossible de dormir à cause des hurle-

ments des gardes toutes les deux heures, lors des relèves. Ceux-ci laissent la lumière en permanence ou réveillent les détenus toutes les deux heures avec une lampe de poche en pleine figure. Les «alarmes» sont de plus en plus fréquentes.

Sur le plan de la santé, il y a bien une visite quotidienne pour les urgences, mais pour des analyses ou des contrôles on peut attendre un mois et bien plus si l'on souhaite consulter en dehors de la prison. Marco a lui-même attendu six mois pour une échographie et une année pour avoir un diagnostic exhaustif. Le secret médical est inexistant, il y a même des gardes en salle d'opération. Les médecins sont peu nombreux et peu compétents. Le patient est très mal informé. Certaines cures sont refusées même si c'est le patient qui les paie. Le service dentaire est insuffisant.

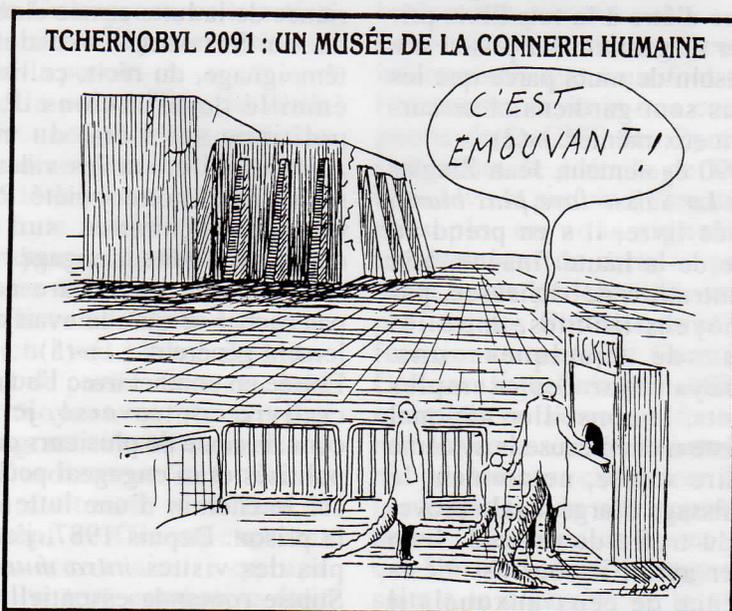
D'une manière générale, la surpopulation de la prison a entraîné la dégradation des conditions de vie. Les douches, le temps de «promenade», ou l'accès au téléphone sont de plus en plus rationnés. Depuis un an environ, des

cas de mauvais traitements aux conséquences parfois mortelles se sont produits. A cause de la surpopulation, les détenus de conditions différentes (préventive, longues peines...) ont été mélangés, ce qui a pratiquement anéanti toute volonté de lutte ou de revendication collectives.

Récemment, avec l'arrivée d'un cadre militaire, les mesures disciplinaires sont devenues plus sévères, aussi bien pour les gardes que pour les détenus. L'augmentation des contrôles, privations, provocations ainsi que l'interdiction de rencontrer les détenus des autres étages constituent une sanction collective. Le dialogue avec les cadres dirigeants est pratiquement absent; basé sur un rapport de type paternaliste et répressif, il se limite au chantage et aux menaces. On justifie la non application de certains droits prévus par la loi en invoquant une absurde «non collaboration aux activités de réinsertion».

En conclusion, Marco estime que les conditions de détention à Novarre ne correspondent plus aux critères minimaux d'humanité et de respect de l'intégrité physique et mentale du détenu tels qu'ils sont prévus dans la constitution. Bien qu'il soit en prison, Marco manifeste aussi sa solidarité avec les compagnons du courant anarchiste, auquel il appartient, contre toute une série de persécutions et d'intimidations systématiques qu'ils ont subi récemment de la part des appareils répressifs de l'État et du capital.

Marco Camenisch
Via Sforzesca 49
I - 28100 Novarre



Réflexions sur la contestation

en Suisse:

principes et limites de l'engagement militant

par Yvonne Bercher

Yvonne Bercher, l'auteur de *Au-delà des murs. Témoignage et recherche sur l'univers carcéral suisse romand* (Editions d'En bas, Lausanne 1995) présente ici les motivations de son engagement contre le système pénitentiaire dans notre pays. Elle nous parle aussi de deux militants connus pour leur engagement dans le combat social, dont les récentes arrestations ont défrayé la chronique : Jacques Fasel et Daniel Bloch. Evoquant l'itinéraire de ce dernier, elle espère que tous ceux qui militent contre le «système suisse», même s'ils ne partagent pas la démarche de Jacques et Daniel, sauront manifester leur solidarité.

1. Quelques exemples révélateurs d'un climat

C'est en 1977 que paraît *Mars* de Fritz Zorn. Dans cet ouvrage dessiné au scalpel, l'auteur expose les conséquences extrêmes de l'intériorisation d'un ensemble de normes d'essence répressive sur sa propre existence. Une révolte, qu'il a fait taire sa vie durant, s'exprime enfin sous la forme d'un cancer qui l'emportera. Cessant de refouler la haine qui l'habite, il s'exclame:

«On m'a démolé et détruit, castré, violenté, empoisonné et tué (...)»
«Sous la contrainte du *comme il faut*, on m'a élevé tellement *comme il faut* qu'à force de *comme il faut*, j'ai été démolé. Mais une société dont les enfants meurent d'incarner parfaitement cette société n'en a plus pour longtemps.»(1)

Le 22 novembre 1990, Friedrich Dürrenmatt prononce en l'honneur de Vaclav Havel un discours dans lequel la Suisse est présentée comme une prison: «...chaque prisonnier fait la preuve de sa liberté en étant lui-même son propre gardien. Ce qui donne au Suisse l'avantage dialectique d'être à la fois libre, prisonnier et gardien. La prison n'a pas besoin de murs parce que les détenus sont gardiens et se surveillent eux-mêmes...»(2)

En 1990 également, Jean Ziegler publie *La Suisse lave plus blanc*. Dans ce livre, il s'en prend au monde de la haute finance, à la concentration de richesses, par des moyens illicites, entre les mains de quelques uns. S'appuyant sur des exemples concrets, le conseiller national socialiste met en cause le système bancaire suisse, notamment le blanchissage d'argent sale provenant du trafic de drogue. Jean Ziegler aurait-il sous-estimé la virulence de ceux auxquels il

s'attaque ? Toujours est-il que les procès ne tardent pas à pleuvoir, faisant de lui le débiteur de plusieurs millions de francs. Ainsi, la stratégie avouée de l'oligarchie en place consiste à casser les reins à ce sociologue engagé.

Le 24 septembre 1993, Nicolas Meienberg, désespéré de l'état du monde et convaincu de l'inutilité de sa démarche, se suicide. Dans son désarroi, il note: «Toutes les espèces connues de fascisme sont définitivement révolues, et il se peut que les nouvelles ne se laissent pas appréhender avec des mots».(3)

Existe-t-il un malaise typiquement suisse ? Un tel climat serait-il propre à déboucher sur une contestation plus radicale ?

2. Bilan de ma propre expérience dans le domaine du militantisme contre la prison

2.1. Mes premiers contacts avec le monde de l'exclusion

En 1987, au hasard de mes pérégrinations dans des librairies, je tombai sur un ouvrage qui allait déployer d'importantes conséquences sur ma vie. Dans *La Bande à Fasel*, Daniel Bloch retrace le parcours d'une mouvance de tendance anarchiste qui, dans les années 80, a fait l'expérience de la lutte armée clandestine en Suisse.(4) Au-delà du témoignage, du récit, ce livre est émaillé de réflexions d'ordre politique sur l'état du monde aujourd'hui et sur les valeurs de référence de notre société. Portant un regard nuancé sur cette épopée, un éditeur engagé relève: «L'échec de l'aventure ne doit pas cacher ce qu'elle avait de follement généreux (...)»(5)

Entrée en contact avec l'auteur de ce livre controversé, je fis la connaissance de plusieurs détenus politisés et m'engageai peu à peu sur le chemin d'une lutte contre la prison. Depuis 1987, j'accomplis des visites *intra muros*, en Suisse romande essentiellement.

Dans le cadre d'un syndicat de prisonniers, j'ai participé à plusieurs conférences de presse. Cette expérience m'a permis de constater à quel point le discours officiel sur la délinquance est biaisé. Dans le discours des médias, «le délinquant» nous est présenté comme un être qui ne saurait en aucun cas nous ressembler, comme un individu par définition dépourvu de sensibilité et de sentiments. Il est en effet plus facile de faire admettre comme légitime la répression de celui en lequel nous ne pouvons pas nous reconnaître.

Comme dit une psychologue pénitentiaire française: «Le public a aussi peu envie de savoir que l'administration de se montrer.»(6) Il existe ainsi un consensus entre la population qui se détourne de ses exclus et le pouvoir qui ne dévoile pas volontiers sa pratique. Il s'agit d'une des illustrations d'une réalité connue des sociologues. Comme le remarque Jean Ziegler, «Plus une raison d'Etat parvient à masquer sa pratique réelle, plus elle est puissante, homogène, cohérente et fonctionnelle. L'opacité est une qualité fondamentale de son cosmo-système. Elle convainc dans la mesure où elle élimine le réel, évite la contestation des faits, sachant parfaitement que toute contradiction la fait mourir.»(7) Ces biais du discours sur la délinquance, constatés personnellement, m'encouragèrent indéniablement à livrer au public un témoignage écrit. Un autre élément me porta à estimer que je pouvais amener une contribution atypique à la cause que je défendais: ma propre situation. Docteur en droit, possédant également des connaissances en criminologie, je peux prétendre à une appréhension analytique des réalités et des phénomènes étudiés. D'un autre côté, mes rapports privilégiés avec un ou deux détenus situés au cœur de la répression et capables d'une réflexion solide et originale

m'incitent à adopter une démarche indéniablement critique, à rechercher, au-delà des pratiques, quels sont les enjeux réels de la politique criminelle. Les dizaines d'heures passées à écouter des prisonniers aux caractéristiques complètement différentes m'ont donné conscience de la nécessité de nuancer mes premières impressions et mes jugements. Enfin, mon tempérament et les valeurs que je privilégie donnent l'impulsion passionnelle nécessaire à un engagement durable. Ces quelques éléments m'ont portée à croire qu'une publication de ma part pourrait présenter une certaine originalité. C'est en février 1992 que j'entamai la rédaction de la synthèse de mon expérience pénitentiaire.

2. 2. Publication de mon livre *Au-delà des murs*

En février 1995, paraissait mon livre sur la prison intitulé *Au-delà des murs*.(8) Ce témoignage-essai s'inscrit dans un cadre plus large: celui d'une réflexion globale sur les valeurs de notre civilisation. Ma recherche s'est focalisée sur la prison, vue comme «sécrétion» de la société dont elle émane, sans solution de continuité.

Touchée à la fois dans ma raison et dans mon affect, j'ai tenté de m'adresser aussi bien à l'esprit d'analyse qu'à la sensibilité de mon lecteur. Mon ouvrage, délibérément hybride, comporte des témoignages (ceux de différents détenus et le mien), des réflexions théoriques, un texte à vocation littéraire reflétant le monde intérieur d'un détenu aujourd'hui disparu, des données chiffrées, la référence à de nombreux documents officiels, de portée nationale et internationale.

Ma démarche m'a-t-elle apporté ce que j'en attendais? De manière générale, l'écriture constitue-t-elle un moyen propre à atteindre les buts qu'elle vise. Quel regard faut-il aujourd'hui

jeter sur cette expérience? Dans mon livre, je consacre un chapitre entier à Daniel Bloch. Ma vision de ce sociologue auteur de quelques brigandages, aujourd'hui accusé d'enlèvement, met en lumière des aspects délibérément ignorés par la presse. Je relève le caractère élevé des mobiles et les risques personnels pris par l'auteur de *La Bande à Fasel* pour améliorer le sort des exclus de la planète. Je montre que sa délinquance n'est pas le résultat d'une inadaptation sociale mais d'un choix. Daniel Bloch aurait en effet pu mener une existence paisible, dans une relative aisance. Convaincu que les moyens légaux, à eux seuls, étaient inopérants à soulager la pauvreté dans le monde, il a pris sur le plan personnel, des risques énormes. Je m'efforce enfin de montrer le caractère original et convainquant de l'ancrage théorique de son action, de son approche pluridisciplinaire des phénomènes sociaux étudiés.

Compte tenu du sabotage médiatique dont avait fait l'objet le livre de Daniel, épisode que je relate d'ailleurs dans mon propre livre, je m'attendais à ce que mon livre soit ou passé sous silence, ou décrié. Mon pronostic pessimiste ne s'est pas réalisé. L'ouvrage est perçu plutôt positivement et l'esprit qui l'animait semble avoir été compris. Je relève toutefois qu'aucun des articles publiés ne mentionne mon analyse du parcours de Daniel Bloch. Omission ou censure? C'est difficile à dire.

Aujourd'hui, Daniel Bloch, après plus quatre ans de liberté, se retrouve derrière les barreaux. Il devra répondre devant la justice pénale d'une escroquerie contre les PTT, délit dans lequel la justice met en cause plusieurs autres personnes, et de l'enlèvement d'un multimillionnaire dans le canton de Vaud.

Lors de l'arrestation de Daniel, survenue le 12 août dernier à



Berne, la presse s'est faite relativement discrète. L'arrestation de Jacques Fasel, deux mois plus tard, fit un peu plus de bruit. Quant aux procès qui se profilent à l'horizon, ils seront sans doute largement médiatisés. Commentant cette perspective, Michel Glardon fait remarquer: «...la gauche établie et respectable devrait être la dernière à marcher dans la démolition médiatique qui risque de se (re)mettre en route.»(9) Puisse-t-il être entendu.

Quel regard sur la démarche de Daniel Bloch et Jacques Fasel peut-on attendre d'êtres politiquement engagés, dotés d'une sensibilité de gauche, comme ces deux inculpés célèbres ? Peut-on espérer que des intellectuels de ce pays, tel Sartre allant voir en prison des membres de la Bande à Baader, soutiennent Jacques et Daniel, et s'appliquent à expliquer leur démarche ? Peut-on admettre que les militants de ce pays condamnent sans appel la violation de la norme pénale ? Qu'ils s'associent à cette assimilation de Jacques et Daniel à de purs délinquants de droit commun ? Les moyens de contestation légaux sont-ils propres à atteindre les objectifs qu'ils visent ? Enfin, qu'appelle-t-on la violence ? Dans ce domaine sensible, quelles sont les assimilations à proscrire ?

Dans son livre *A visage découvert*, Renato Curcio relève : «J'ai donc définitivement compris que les paroles dérangeaient beaucoup plus le pouvoir que les hold-up et les attentats».(10) Malheureusement, il n'étaye pas son affirmation. C'est la conclusion qu'il tire de sa condamnation à quinze ans de prison pour des actes jugés violents mais il ne s'explique pas plus avant. Pourquoi à tout prix opposer l'écriture aux actes plus radicaux ? L'écriture constitue un moyen parmi d'autres de militer, mais de loin pas comme le seul possible. Définir ce que l'on

entend exactement par violence, dénoncer les pratiques qui entament la légitimité de l'Etat, expliquer son projet politique, me semble une étape incontournable, nécessaire si l'on veut un jour aboutir à un quelconque changement. Toute mouvance organisée devrait compter dans ses rangs des intellectuels qui expliquent clairement les buts visés, accomplissant ainsi un travail sur la légitimité. Des actions illégales, si les mobiles n'en sont pas expliqués, sont en effet propres à renforcer le pouvoir qu'elles prétendent combattre.

Ce n'est pas parce que mes aptitudes et ma situation personnelle m'ont fait opter pour une démarche d'intellectuelle que je condamne ceux qui recourent à des moyens plus radicaux. A chacun son domaine de compétences. L'attention des militants les plus radicaux devrait toutefois absolument être attirée sur les conséquences potentielles extrêmement graves de leurs actions sur leur propre vie. Presque toujours, ceux qui commettent des délits pèchent par excès de confiance, pensant qu'ils ne se feront pas prendre. Or, le pouvoir opère sur le long terme, il a tout le temps et des moyens financiers énormes. Le taux des infractions non élucidées est en effet très faible. Des délits accomplis en quelques minutes peuvent entraîner des dizaines d'années d'incarcération. C'est pourquoi leurs auteurs ne devraient à mon avis pas être encouragés à emprunter cette voie, puisqu'ils seront seuls à payer ensuite le prix exorbitant de leur engagement. Mais si, par idéal, et à la suite d'une réflexion structurée, ils ont accompli ce choix, j'estime qu'ils doivent être soutenus par ceux qui partagent ce même idéal.

Une des premières tâches d'une mouvance dont certains membres se livrent à des actions illégales devrait consister à clairement proscrire certains comportements

injustifiables quel que soit le but visé, et par conséquent de nature à discréditer l'ensemble de l'action (interdiction de s'en prendre à certaines cibles, d'infliger de la souffrance physique, d'humilier etc.) Dans pareil contexte, une réflexion sur ce que l'on appelle communément la violence aurait sa place. Je ne sous-estime pas la difficulté d'une telle tâche, qui me semble toutefois incontournable. Ainsi, l'écriture, le militantisme de rue, mais également les formes plus radicales de militantisme ont leur raison d'être. Je les conçois comme différentes stratégies s'éclairant et se renforçant mutuellement.

Grâce à la publication de son livre *Notre ami le roi* (11), Gilles Perrault a contribué à faire fermer certains bagnes marocains, dans lesquels des êtres humains croupissaient depuis des dizaines d'années. Son ouvrage n'aurait toutefois jamais vu le jour s'il n'avait été appuyé dans ses démarches par des militants actifs sur le terrain, eux-mêmes aux prises avec le pouvoir honni.(12)

Il est souvent reproché à Daniel Bloch d'avoir fait usage de la violence. Qu'entend-on exactement par violence aujourd'hui ? Peut-on appréhender de la même manière les islamistes poseurs de bombes dans une foule anonyme et les auteurs d'un enlèvement qui, dans le cadre d'une action que l'on peut condamner dans son principe, s'efforcent toutefois de faire un usage minimal de la force ? Que penser du fait que l'Etat s'arroge le monopole de la force ? La violence dont Daniel Bloch aurait fait usage dans le cadre de ses délits excède-t-elle celle mise en œuvre par l'Etat lorsque le tribunal militaire l'a envoyé en prison pour avoir objecté ?

Face au battage médiatique qui s'organisera autour des procès de Jacques Fasel et Daniel Bloch, les intellectuels ont à mon avis

plusieurs missions. La première est celle de mettre en lumière leurs mobiles politiques. Ignorer le caractère politique de leurs motivations reviendrait à leur ravir le sens des privations qu'ils vivent aujourd'hui. Même si les militants qui ne prennent aucun risque désapprouvent les moyens mis en œuvre par ces deux détenus célèbres, il me semble important que s'ils se reconnaissent dans les buts visés par les deux prisonniers, ils l'expriment publiquement. Je sais, pour l'avoir constaté de mes propres yeux, qu'au cours de ces dernières années, plusieurs intellectuels de haut niveau ont fréquenté et soutenu Daniel Bloch. Jean Ziegler s'est déjà démarqué de l'indifférence ambiante. Il apporte aujourd'hui un soutien concret à Daniel. J'ose espérer et croire que, maintenant que Daniel Bloch est l'otage du pouvoir, les professeurs et autres chercheurs qui ont accepté de le rencontrer et qui l'ont soutenu dans l'anonymat continueront publiquement leur action.

□

Yvonne BERCHER
Dr en droit.

- (1) ZORN F., *Mars*, Ed. Gallimard, Coll. Folio. Paris, 1979, pp. 251 et 299.
- (2) DURRENMATT F., *Pour Vaclav Havel*, Ed. Zoé/Ed. de l'aube, Coll. regards croisés, Marseille 1991, p. 20.
- (3) MEIENBERG N., *Le feu aux poudres*, Ed. Zoé, Genève, 1995.
- (4) BLOCH D., *La Bande à Fasel*, Ed. de l'Aire, Lausanne, 1987.
- (5) GLARDON M., «Daniel Bloch et Jacques Fasel» in *Domaine public* n°1223, du 31.08.1995.
- (6) BUFFARD S., *Le froid pénitentiaire. L'impossible*

réforme des prisons, Ed. du Seuil, Paris, 1973, p. 208.

- (7) ZIEGLER J., *Vivre le pouvoir ! Ou les délices de la raison d'Etat*, Ed. du Seuil, Paris, 1985, p. 13.
- (8) BERCHER Y., *Au-delà des murs. Témoignage et recherche sur l'univers carcéral suisse romand*, Ed. d'En bas, Lausanne, 1995.
- (9) GLARDON M., *op. cit.*, note 5.
- (10) CURCIO R., *A visage*

découvert, entretiens avec Mario Scialoja, Ed. Lieu Commun, Paris, 1993, p. 205.

- (11) PERRAULT G., *Notre ami le roi*, Ed. Gallimard. Coll. Au vif du sujet, Paris, 1990.
- (12) SERFATY A., SERFATY-DAURE Chr., *La mémoire de l'autre*, Ed. Stock, Coll. Au vif, Paris, 1993.

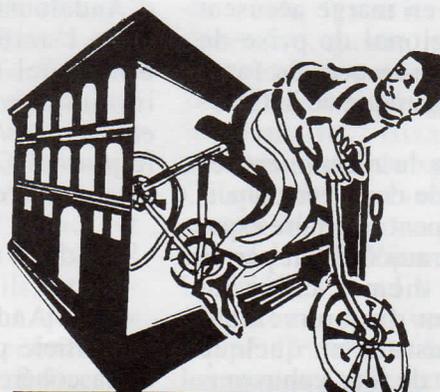
SOLIDARITÉ

Une campagne demandant la libération de Jacques Fasel a débuté en Suisse Romande. Un rassemblement était convoqué le 19 janvier devant le Palais de Justice. Des cartes postales demandant sa mise en liberté ont été réalisées (avis aux amateurs, nous en avons quelques-unes). On peut lui écrire à l'adresse suivante:

Jacques Fasel
c/o M. le juge Delieutraz
Case Postale 3344
1211 Genève 3

"Les taules ont des hauts murs pour pas que les petits voleurs qui sont dedans voient les grands, dehors !"
Jacques Fasel

FREIHEIT FÜR
LIBERTÉ POUR
LIBERTÀ PER



JACQUES FASEL

Un débat espagnol

L'Affranchi s'est donné comme objectif de faire connaître les débats qui traversent le mouvement libertaire.

Parce que l'Espagne est le seul pays où historiquement les anarchistes ont pu mettre en pratique leur idéal sur une vaste échelle (durant la révolution de 1936-37) et parce que pendant longtemps les anarcho-sindicalistes ont eu une influence prépondérante au sein du mouvement ouvrier, ce qui se passe dans ce pays ne peut nous laisser indifférents.

A la fin de la dictature franquiste, la reconstruction de la Confédération nationale du travail CNT-AIT(1) a suscité beaucoup d'espoirs. Mais le développement extrêmement rapide et puissant, qu'elle a connu alors, fut de courte durée. Tout d'abord une provocation, l'attentat de la Scala(2), puis deux scissions qui donnèrent naissance à une organisation rivale disposée à s'intégrer au système(3), devait stopper son élan. Depuis lors, la CNT espagnole poursuit sa route, menant parfois des luttes exemplaires, mais connaissant également des difficultés. Récemment, la CNT a connu une nouvelle rupture, limitée à la Catalogne, mais importante, car elle concerne plusieurs syndicats. Les personnes mises en marge accusent le comité régional de prise de pouvoir, de non-respect du fonctionnement organique de la CNT-AIT.

Nous avons lu récemment les contributions de deux personnalités du mouvement libertaire espagnol, séparées aujourd'hui par ce conflit. Un thème, celui de l'organisation du mouvement libertaire, constitue en quelque sorte la trame de leur controverse. Faut-il conserver la structure anarcho-sindicaliste ? Celle-ci se suffit-elle à elle-même, ou doit-elle être accompagnée par un

autre type de structure, une organisation spécifiquement anarchiste telle que la Fédération anarchiste ibérique FAI ? Faut-il inventer quelque chose d'entièrement nouveau ? Dans les lignes qui suivent, nous allons tout d'abord résumer ce qui nous a semblé essentiel, puis nous émettrons des critiques tant vis-à-vis de l'un que de l'autre de ces deux textes.

Le premier article a été écrit par Luis Andrés Edo, qui fait partie des militants qui ont été récemment marginalisés de la CNT catalane; intitulé *Anarchisme et/ou anarcho-sindicalisme*, il a été publié dans la revue *El viejo topo* (n°86, juin 1995). Ce texte a reçu une réponse d'un militant de la CNT d'Andalousie, José Luis García Rúa, l'actuel responsable du bimensuel *CNT* dont l'article, intitulé *Anarcho-sindicalisme et/ou anarchisme*, est paru dans le journal *CNT* (1ère quinzaine de septembre 1995).

☆ ☆ ☆

Luis Andrés Edo commence son article par un rappel : celui de la cohérence nécessaire entre un discours politique, social, idéologique... et l'organisation qui le porte. Il affirme que la principale carence du mouvement

anarchiste actuel se situe sur le plan de son organisation. Cette structure ne doit pas seulement être cohérente avec son discours; elle devrait aussi être capable de prendre en charge toutes les conceptions différentes de l'anarchisme qui confluent vers elle.

Durant de nombreuses décades, l'organisation la plus efficace du mouvement anarchiste fut le syndicat : en l'occurrence la CNT qui a constitué, en Espagne, un véritable "catalyseur" pour les autres activités du mouvement libertaire. Mais aujourd'hui la CNT n'est plus en mesure, à son avis, d'assumer ce rôle central. Edo se demande même s'il fut vraiment judicieux de reconstituer la CNT après la mort de Franco. Cette "épreuve du feu", l'anarchisme l'aurait peut-être mieux affrontée en tant que mouvement, en gardant en réserve la structure anarcho-sindicaliste pour une période plus propice, après l'institutionnalisation des autres organisations syndicales.

Abordant le thème anarchisme/anarcho-sindicalisme, Edo déclare que l'anarcho-sindicalisme n'existe pas. Ce ne serait ni une doctrine, ni une idéologie, mais une métaphore, un euphémisme. Pour lui, seul existe l'anarchisme ou sa négation. Les travailleurs affiliés à la CNT, même s'ils ne savent pas ce qu'est l'anarchisme, le pratiquent. Ils ne sont pas anarchistes, ils *font* de l'anarchisme de par le caractère horizontal et égalitaire du fonctionnement de leur organisation.

Edo s'en prend à ceux qui essaient de détériorer ce fonctionnement. Il affirme que la diversité est essentielle et dénonce l'aveuglement d'un certain secteur de

l'anarchisme organisé. Celui-ci "frauduleusement appelé FAI" inventerait des situations conflictuelles, là où ne se manifeste qu'une confrontation naturelle, provenant de la diversité de l'anarchisme. La FAI ferait de cette diversité le "danger principal", justifiant ainsi l'existence d'une "ceinture de chasteté" pour protéger la pureté anarchiste de la CNT.

Pour Edo, il n'existe pas pire négation de l'anarchisme. Il compare cet aveuglement au comportement des secteurs appelés "rénovateurs" qui ont surgit des scissions de la CNT. Ces derniers [l'actuelle CGT espagnole] n'ont rien trouvé de mieux que de promouvoir des dynamiques syndicales qui, comme on peut l'observer depuis longtemps dans tous les pays d'Europe occidentale, conduisent le syndicalisme à devenir un sujet actif et dynamique du système.

Cependant, ces attitudes internes [celles de la FAI et des "rénovateurs" ndt.] ne seraient pas les causes profondes de l'affaiblissement de l'anarchosyndicalisme, elles l'auraient seulement accéléré. La véritable raison de cet affaiblissement, il

faudrait la chercher dans le développement d'un pouvoir occulte centralisé au niveau mondial : la commission Trilatérale qui a pris la relève du groupe de Bilderberg(4).

Edo rappelle que tout discours qui se fixe comme finalité l'accès ou le maintien au pouvoir tend à se doter d'une structure secrète (un procédé qui se situe, selon lui, aux antipodes de l'organisation que doit se donner l'anarchisme). Il évoque brièvement l'histoire du pouvoir occulte que les hautes sphères du libéralisme ont progressivement constitué, dans l'ombre des pouvoirs officiels, jusqu'à cette "Trilatérale" qu'il considère comme "l'organe stabilisateur" de tous les "pouvoirs réels". Celle-ci réunit en son sein les représentants de la haute finance, de la grande industrie, des principales églises, des formations politiques conservatrices, ainsi que des membres de l'Internationale socialiste et des représentants des appareils internationaux du syndicalisme.

Edo affirme que la "Trilatérale" est le lieu où se définit le profil des événements politiques les plus importants de notre époque; qu'elle a forgé, par

exemple, les accords de ce qu'on a appelé la transition démocratique espagnole. Une période durant laquelle, comme en mai 68, le discours anarchiste a été particulièrement présent.

C'est sur ce discours anarchiste, qui naît des mobilisations, "des réactions naturelles, sociales et populaires", qu'Edo semble fonder ses espoirs. Il signale qu'en 1993, à Barcelone, plus de 20'000 personnes, provenant de 23 pays, ont participé à une exposition/discussion du mouvement libertaire. D'après lui, la continuité et le développement de ce mouvement dépend, simplement, d'un élément catalyseur approprié.

☆☆☆

Venons-en maintenant à la critique de José Luis García Rúa. Il s'agit d'un texte plus long et nettement plus "soigné" que celui d'Edo; nous assistons à un combat inégal entre un autodidacte et un virtuose de la rhétorique. Pourtant l'article de Rúa souffre d'un défaut majeur, certains passages sont équivoques; il y a des choses qui ne sont pas clairement affirmées, mais sous-entendues, permettant des interprétations différentes, plusieurs niveaux de lecture... tout cela le rend difficile à traduire et à résumer.

Rúa commence par mettre en garde le lecteur contre les graves confusions que le texte d'Edo pourrait entraîner au sein du mouvement libertaire. Edo souffrirait d'un "tic" anti-syndicaliste qui s'observe entre autres dans le seul reproche qu'il fait aux renovateurs (CGT) : celui de ne pas avoir trouvé d'autres alternatives que de promouvoir des dynamiques syndicales.

Rúa souligne que problème du rapport entre unité et diversité constitue un des points forts du raisonnement d'Edo. Sur ce thème, Rúa déclare qu'il est important d'éviter tout discours ambigu, souvent favorable à la

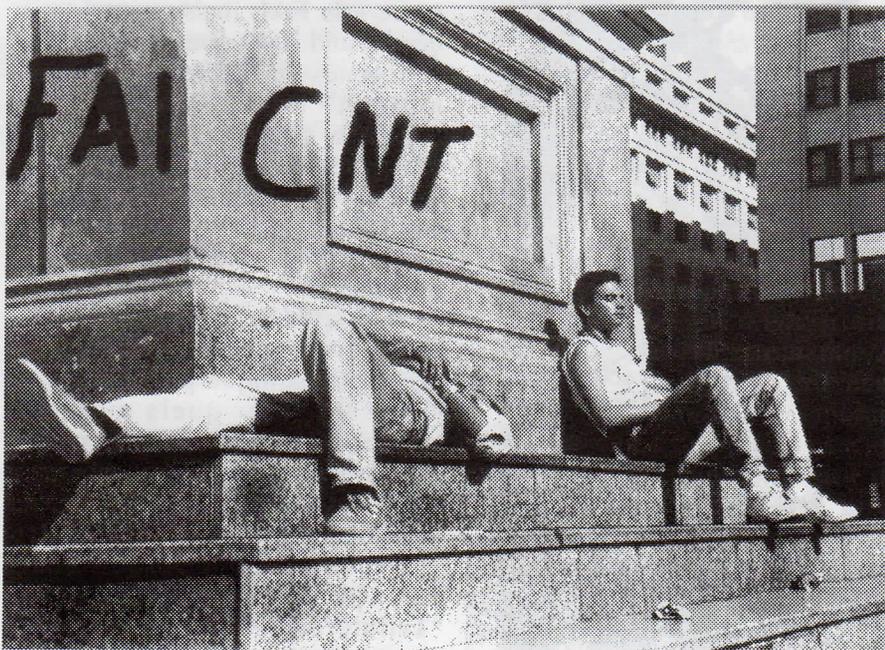


PHOTO L'AFFRANCHI

DDD

pêche en eaux troubles. Il rappelle que plus un concept est étendu, moins il est précis et note que dans le concept global d'“anarchisme”, Edo refuse d'admettre une première variante : celle d'“anarcho-syndicalisme”. Autrement dit, le partisan de la diversité est ici pris en faute.

Venons-en maintenant à la relation entre anarcho-syndicalisme et anarchisme. Selon Rúa, la CNT est un syndicat anarchiste par sa structure, sa méthodologie et sa finalité. Cependant la CNT est anarcho-syndicaliste parce qu'elle englobe aussi des éléments qui sympathisent avec un certain nombre d'aspects de l'anarchisme, qui acceptent ses principes d'organisation et sa finalité — parce que ceux-ci sont efficaces pour améliorer de façon continue la condition matérielle et morale des travailleurs et pour remettre en cause la société dans son ensemble — mais tout cela “sans souscrire globalement à l'anarchisme de façon militante”.

Ces “éléments” qui ne souscriraient pas globalement à l'anarchisme, Rúa les appelle “forces syndicalistes”. On constate leur influence au sein de la CNT, dans l'importance donnée à des revendications matérielle immédiates. Des conflits internes surviennent lorsque ce “réalisme” des forces syndicalistes compromet les principes de base admis par l'ensemble ou lorsque l'“idéisme” anarchiste met en avant des stéréotypes déraisonnables.

Reprenant l'hypothèse d'Edo suivant laquelle : la non-admission de toutes les variantes de l'anarchisme au sein la CNT serait une cause importante de sa liquidation comme “catalyseur” du mouvement libertaire, Rúa demande quelles variantes ayant existé autrefois au sein la CNT auraient aujourd'hui disparu. Il affirme que dans le respect des principes fondamentaux, la diversité a toujours été acceptée au sein de la CNT. Cependant cette reconnaissance des différences ne

peut pas inclure les communistes des années 30 qui sont entrés à la CNT pour la transformer, ni les “groupes anarchistes autoprouclamés” qui ont agi, et agissent peut-être encore, simultanément au sein de la CNT et de sa scission antagonique la CGT. Rúa explique que partout où ils sont passés, les groupes en question ont détruit la CNT, démobilisé les meilleurs militants et même, là où ils se sont enracinés, provoqué une crise permanente, convertissant la CNT “en une source de scandale, de référence négative pour les travailleurs”.

Rúa déclare que face à de telles “variantes”, les “moyens endogènes de défense de l'organisation” se mettent plus ou moins rapidement en marche. Il assure qu'il ne fait pas référence à des situations “inventées”, qu'il ne s'agit pas d'une confrontation



occasionnelle ou “naturelle”, mais d'obstructionnisme et d'affrontement systématique qui rendent impossible la vie de l'organisation.

Rúa précise que les groupes qu'il dénonce agissent comme de véritables “lobbies” au sein de la CNT. De plus, ils ne se donnent pas de nom, ce qui leur permet d'exploiter les maladresses, les excès ou les erreurs que peuvent commettre les groupes spécifiques “nommés”.

Ce qui précède est bien obscur, essayons de le résumer. Pour Rúa, la CNT est un syndicat anarchiste dont certains militants sont plus syndicalistes qu'anarchistes, ce qui peut créer des conflits. Mais il y a un autre problème lié à des “lobbies” qui agissent au sein de la CNT. Rúa établit un parallèle entre les communistes qui ont infiltré la CNT dans les années 30 et des groupes actuels qui se prétendent anarchistes, mais qui ne portent pas de nom. Il y a aussi des groupes anarchistes “spécifiques” qui ont un nom (que Rúa choisit de ne pas citer). Ceux-ci seraient maladroits et parfois excessifs.

Derrière l'euphémisme “groupes spécifiques nommés” Rúa fait sans aucun doute référence à la FAI; mais en parle-t-il déjà quand il évoque les “moyens endogènes de défense de l'organisation” ? Le fait que Rúa ne réponde pas clairement aux reproches qu'Edo fait à la FAI, qu'à aucun moment il ne nomme explicitement cette organisation nous semble révélateur. Nous y reviendrons.

A propos de la “Trilatérale”, Rúa remarque, à juste titre, qu'Edo n'explique pas de quelle manière et par quels moyens celle-ci produit l'affaiblissement du rôle “catalyseur” de l'anarcho-syndicalisme vis-à-vis du mouvement libertaire.

Reprenant à titre d'hypothèse les idées d'Edo sur la “Trilatérale”, Rúa ne voit pas pourquoi celle-ci aurait épargné à

une autre formule anarchiste (le mouvement envisagé par Edo) les vicissitudes par lesquelles la CNT est passée durant la transition démocratique. En poursuivant cette reconstruction historique imaginaire, Rúa se demande comment un mouvement anarchiste "catalyseur" préconisé par Edo aurait agit face au mouvement ouvrier de la transition. Ce qu'il aurait fait face aux élections syndicales, face à la reconversion industrielle et agricole, face à l'institutionnalisation du syndicalisme, face à la législation anti-ouvrière et au développement du chômage... Depuis où aurait-il mené ces luttes ? Depuis les Commissions ouvrières ou depuis l'UGT ?(5) Serait-il resté en marge du secteur ouvrier en se spécialisant dans les mouvements sociaux ? Pour Rúa, toute la question est de savoir si l'on peut nier que le succès et l'originalité de l'anarchisme espagnol — comparé à celui du reste de l'Europe — ne provient pas précisément du fait qu'il est enraciné dans le mouvement ouvrier.

Il rappelle les différents aspects du combat mené par la CNT depuis 1976, soit : 1) lutte pour l'indépendance et les intérêts du mouvement ouvrier; 2) combat théorique et pratique contre la structure et le fonctionnement du système actuel; 3) solidarité internationaliste; 4) appui matériel et idéologique aux mouvements sociaux, contre les tentatives de récupération par le capitalisme et l'État; 5) création d'une barricade "idéologiquement inexpugnable" et à partir d'elle d'une "réserve ouvrière" qui constitue un point de mire pour les travailleurs; 6) opposition aux limites sectorielles qui empêchent la globalisation de la lutte; 7) résistance à toutes les tentatives de pénétration interne du réformisme, considéré comme un premier pas d'intégration au système.

Rúa ne nie pas le rôle que la "Trilatérale" a joué dans les diffi-

cultés et les obstacles qui se sont opposés au développement de la CNT. Ce fait est révélateur du danger potentiel que constitue l'anarcho-syndicaliste pour le système néo-libéral. Mais il souligne que n'importe quelle structure semblable à la structure syndicale anarchiste, représentant le même danger, serait traitée de la même manière par la "Trilatérale". Ce serait bien sûr différent si les organisations "anarchistes" se limitaient à une activité de salon...

Selon Rúa, l'opérativité de la "Trilatérale" quant à l'intégration de corps étrangers et à l'élimination de ceux qui dérangent, ne peut se faire qu'avec l'aide des structures dirigeantes et des médias dans une certaine mesure. Mais passé le mirage du prétendu embourgeoisement des ouvriers et le choc provoqué par la trahison de certains transfuges, la base reste soumise à la loi de l'exploitation et le problème [du capitalisme] continue à exister. C'est pourquoi il est important, fondamental, que des foyers non contaminés [par le discours néo-libéral] subsistent. C'est de là qu'émanera une force morale et théorique qui pourra se constituer en point de référence et d'action, en point d'ancrage du processus de régénération des mouvements ouvriers et sociaux en général.

Rúa termine son article sur une note d'espoir : la "Trilatérale" ne doit pas nous aveugler car même si elle a perfectionné ses instruments de pouvoir, elle ne pourra jamais éliminer les contradictions inhérentes au système capitaliste.

A notre avis, Rúa a raison de relativiser le rôle joué par la "Trilatérale" dans les crises qu'a connu l'anarcho-syndicalisme espagnol. Certes la "stratégie de la tension" et d'autres actions occultes menées par des services secrets (Gladio...) ont joué un rôle évident dans le combat contre les anticapitalistes euro-

péens en général et contre les anarchistes espagnols en particulier. Certes l'idéologie néo-libérale (et/ou social-démocrate) domine aujourd'hui la pensée universelle, mais il n'y a (on serait tenté de dire malheureusement) pas que cela. Le nationalisme, l'intégrisme religieux, les courants réactionnaires et fascistes sont également présents sur le marché des idées.

Edo se fait sans doute trop d'illusion sur la puissance potentielle de la pensée libertaire d'aujourd'hui. Certes, selon lui, 20'000 personnes ont participé aux rencontres de Barcelone en 1993, mais il y avait eu près de 600'000 participants aux journées libertaires de juillet 1977. Il y a toujours un public de "consommateurs" plus ou moins important pour ce genre de manifestation. Parmi les orateurs qui s'expriment à ces occasions il y a des gens très valables, mais on y rencontre sûrement aussi un certain nombre d'intellectuels ratés qui trouvent dans le mouvement anarchiste un palliatif à leur échec sur le terrain scientifique ou commercial consacré. Difficile pour le simple spectateur de séparer le bon grain de l'ivraie.

La force de l'anarcho-syndicalisme est d'être avant tout une pratique. C'est la réalité, c'est l'action, qui sanctionne ses pré-supposés, ses hypothèses. Certes, la réflexion est nécessaire, et nous sommes navrés de constater la pauvreté actuelle de l'anarcho-syndicalisme espagnol dans ce domaine. Pourtant, il nous semble illusoire de croire qu'on va pouvoir remédier à cet état de fait en y "collant" des spéculations qui lui sont extérieures.

Cela dit, nous pensons que le faible renouvellement de la doctrine anarcho-syndicaliste n'est pas grave par rapport à l'immense misère intellectuelle de la perspective "mouvementiste". Le mouvement anarchiste "moderne" ouvert à toutes les variantes, tel qu'on le connaît par

DD

exemple en France, cultive depuis des années le n'importe quoi. Proposer ce type d'alternative en Espagne nous semble suicidaire.

Le mérite principal du texte d'Edo est de révéler publiquement l'existence d'un conflit au sein la CNT, qu'il attribue à "un secteur de l'anarchisme organisé, frauduleusement appelé FAI". Rúa reconnaît l'existence de ce conflit, dont il décrit les ravages; mais nous avons vu que pour lui les responsables sont des "groupes anarchistes" sans nom, qui agiraient comme des "lobbies" au sein de la CNT. Chacun semble se renvoyer la balle, pourtant les deux sont d'accord sur un point : il y a des "anarchistes" qui sont en train d'affaiblir la CNT.

Si l'anarcho-syndicalisme constitue une doctrine cohérente — tant par son objectif final : le communisme libertaire(6), que par ses moyens d'action : organisation des travailleurs à la base, action directe (grèves, boycott...), refus des institutions d'arbitrage de l'État et de l'action politique au sein des parlements, révolution conçue comme une grève générale et une reprise en main de l'économie par les travailleurs auto-organisés... — tel n'est pas le cas de l'anarchisme. Certains anarchistes refusent toute organisation, d'autres au contraire croient à la nécessité d'une avant-garde structurée; certains croient à la possibilité d'un changement progressif de la société par le développement d'espaces de liberté (coopératives, squats...) ou prônent une révolution personnelle, etc.

Dans le débat qui nous intéresse, il est clair que les deux protagonistes n'ont pas la même conception de l'anarchisme. Edo affirme que l'anarchisme n'est qu'une pratique, un fonctionnement de "caractère horizontal et égalitaire". Rúa, par contre, ne donne pas de définition de l'anarchisme et ce qu'il dit à ce propos

nous paraît contradictoire : 1) l'anarcho-syndicalisme constitue une variante de l'anarchisme; 2) certains "éléments" souscriraient à l'anarchisme de forme globale. Si, comme nous le pensons, l'anarchisme ne constitue pas une doctrine unifiée et que les différents courants qui le traversent peuvent être divergents voire même opposés, sa deuxième proposition est fautive. En fait, il y a des gens qui ont une conception particulière de l'anarchisme, qu'ils considèrent comme vraie et de ce fait, ils rejettent les autres conceptions.

Nous ne sommes pas partisans de la variété à tout prix, du "tout est bon", du n'importe quoi, mais nous estimons que la moindre des choses est de jouer cartes sur table. C'est pourquoi nous allons essayer de définir l'anarchisme des groupes spécifiques "nommés" et plus précisément(7) de la Fédération anarchiste ibérique (FAI).

La Fédération anarchiste ibérique (FAI) s'est constituée en 1927, soit dix-sept ans après la CNT. Comme celle-ci, la FAI est une organisation fédéraliste, mais son fonctionnement diffère de celui de l'organisation ouvrière sur plusieurs points. Les membres de la FAI se constituent en groupes d'affinité (non par profession ou secteur d'activité), ils prennent leurs décisions à l'unanimité (à la majorité dans les syndicats de la CNT). La FAI est une organisation anarchiste et non syndicaliste, pourtant c'est avant tout au sein de la CNT espagnole que la FAI recrute ses militants et mène son action (la participation portugaise a toujours été très minoritaire).

Quand la FAI s'est créée, à la fin de la dictature de Primo de Rivera, la CNT, interdite, était pratiquement désarticulée; c'était l'époque où les "pistoleros" du patronat assassinaient les syndicalistes dans la rue... Depuis la révolution russe, les partis léni-

nistes gagnaient aussi de l'influence au sein du mouvement ouvrier. A l'origine, les objectifs de la FAI furent tant de défendre la CNT que de préserver son intégrité idéologique. On peut se demander si le fait d'accepter le principe d'une avant-garde "spécifique" à l'intérieur(8) de l'organisation anarcho-syndicaliste ne fut pas, de la part des anarchistes, une concession à l'ambiance de l'époque. Dans les années 30, la FAI jouissait d'un grand prestige. Comme elle refusait, par principe, de demander sa légalisation officielle, elle était (et est encore aujourd'hui) une organisation clandestine, ce qui lui donnait un côté mystérieux qui excitait l'imagination du public.

Les membres de la FAI ont toujours essayé d'avoir une influence prépondérante au sein des comités de la CNT. Ils ne considèrent pas leur organisation comme la tête, mais plutôt comme le moteur, le tuteur dirions-nous, de l'organisation anarcho-syndicaliste. La FAI n'a jamais constitué un véritable parti politique, même si un tel projet a parfois été ébauché(9). Son intervention a peut-être aidé à sauvegarder le contenu révolutionnaire de la CNT, mais déjà dans ses premières années d'existence son «paternalisme provoqua des rancœurs qui se transformèrent en d'irréductibles affrontements, lesquels se soldèrent par un gaspillage des meilleures énergies»(10).

Pendant la révolution espagnole de 1936-37, l'appellation CNT-FAI était fréquente. Du fait, des vicissitudes de la guerre civile, les deux organisations furent amenées à collaborer étroitement. Contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, la FAI n'a pas freiné la dérive politicienne de la CNT. Parmi les représentants de la CNT qui occupèrent alors des postes politiques (ministres...) certains étaient aussi membres de la FAI.

A la fin de la dictature du général Franco, les libertaires

espagnols ont donné la priorité au développement de l'organisation anarcho-syndicaliste CNT et, à notre connaissance, il n'y a pas eu de discussion de fond sur l'opportunité de reconstruire l'organisation dite "spécifique" (la FAI). Pourtant il semble qu'aujourd'hui encore il est utile, voire nécessaire, d'appartenir à la FAI pour avoir une responsabilité au sein de la CNT.

Que faut-il penser de tout cela ? Est-il souhaitable qu'une organisation comme la CNT, basée sur des principes d'auto-organisation des travailleurs, de transparence des débats, de démocratie interne... soit chapeonnée par une organisation plus ou moins secrète sur laquelle la majorité des adhérents n'a aucun contrôle ?

Dans l'histoire récente de l'anarchisme espagnol, la FAI a été elle-même infiltrée par des militants appartenant à des partis politiques, certains responsables de scissions (celle de 1984, par exemple) étaient passés par la FAI... Il ne semble donc pas que l'existence d'une telle organisation soit une garantie contre les manipulations, au contraire. L'histoire a montré que les organisations secrètes (par exemple la Franc-maçonnerie) peuvent être un terrain de chasse privilégié pour des organisations doublement secrètes qui invitent les naïfs et les vaniteux à participer à un deuxième niveau de "connaissance" prétendu supérieur...

Et puis, il y a des militants qui n'étant pas invités à participer à l'organisation "spécifique" créent d'autres groupes secrets rivaux tout aussi contestables (les groupes sans nom dont parle Rúa). Progressivement, les militants indépendants se trouvent dans l'impossibilité de contrôler et de comprendre les dynamiques et les conflits qui agitent l'organisation de base.

Le modèle CNT-FAI est une particularité espagnole. Ailleurs, les anarcho-syndicalistes considè-

rent généralement que leurs syndicats se suffisent à eux-mêmes et ne créent pas de groupe "spécifique". En France ou en Italie, les membres des Fédérations anarchistes adhèrent de préférence à des syndicats réformistes, soi-disant "idéologiquement neutres", dans lesquels plusieurs avant-gardes politiques se battent pour le pouvoir. Leurs préoccupations sont très éloignées des nôtres.

On aura compris que nous sommes toujours partisans de l'anarcho-syndicalisme. Mais nous pensons qu'il faut concevoir d'autres réponses que l'organisation "spécifique" pour combler la distance qui peut exister entre doctrine et pratique. Actuellement, les gens n'adhèrent plus en masse dans les syndicats, et moins encore dans les organisations anarcho-syndicalistes. Le rôle de ces dernières n'est pas simplement "syndicaliste", il ne s'agit pas seulement de défendre les travailleurs. L'anarcho-syndicalisme est un mouvement orienté idéologiquement qui a choisi le terrain du travail, des grèves, des mouvements sociaux... pour mener ses luttes et faire partager ses idéaux. La recherche de la cohérence, la réflexion sur les objectifs immédiats et à long terme doit être le fait de tous les adhérents et non d'une minorité. Ceux qui ne n'acceptent pas toutes nos idées, mais qui sont d'accord avec nos méthodes de lutte peuvent très bien collaborer avec nous, sur les lieux de travail ou dans différents collectifs, sans adhérer à l'organisation. Les gens qui adhèrent, doivent savoir où ils sont et ce qu'implique leur engagement.

Dans les périodes difficiles comme celle que nous traversons, on a tendance à s'enfermer dans des traditions, même quand celles-ci n'ont pas fait leurs preuves. Nous pensons au contraire que l'heure est venue d'adopter un point de vue critique

vis-à-vis de l'héritage du passé, dans le respect de nos valeurs et de nos principes. C'est pourquoi nous espérons que le débat amorcé par Rúa et Edo va se poursuivre. □

NOTES

- (1) La CNT est la section espagnole de l'Association internationale des travailleurs (AIT).
- (2) En janvier 1978, à Barcelone. à la suite d'une manifestation de 15'000 personnes organisée par la CNT, des cocktails molotov sont lancés contre la salle de spectacle de la Scala. Quatre travailleurs meurent dans l'incendie. De très jeunes militants de la CNT sont jugés responsables et lourdement condamnés. Par contre le principal suspect, un indicateur de la police, ne sera pas déféré devant la justice.
- (3) Des deux scissions 1980 et 1984 est né un autre syndicat qui a pris le nom de Confédération générale du travail (C.G.T.). C'est aujourd'hui un syndicat réformiste de plus, dont les pratiques ne sont guère différentes de celles des syndicats majoritaires : participation aux élections syndicales, aux comités d'entreprises, etc.
- (4) Sur le groupe de Bilderberg et la Trilatérale on peut consulter l'ouvrage de Luis M. Gonzalez-Mata, *Les vrais maîtres du monde*, Paris, Grasset, 1979.
- (5) Les commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) sont les deux principaux syndicats réformistes espagnols. Les CCOO sont dominées par les communistes et l'UGT par les sociaux-démocrates.
- (6) L'idéal du communisme libertaire est une société sans État où chacun participerait à la production selon ses capacités et consommerait selon ses besoins. Autrement dit, la base économique reposerait sur l'autogestion des travailleurs et l'organisation politique sur la démocratie directe au sein de chaque communes, celle-ci étant reliées entre-elles

suivant un principe fédéraliste.

(7) Il ne sera pas question ici des Jeunesses libertaires ou des Femmes libres qui constituent les autres branches de l'anarchisme espagnol traditionnel.

(8) Dans son ouvrage *Les anarchistes espagnols*, Ed. Repères-Silena, Toulouse, 1989, José Peirats établit un parallèle entre les limites de la FAI comme

mouvement culturel et intellectuel et le fait que son action fut avant tout interne à la CNT.

(9) Transformer la FAI en parti politique de la CNT fut envisagé par certains anarchistes pendant la période de 1936-39. Ce fut le cas de Horacio M. Prieto qui écrivait en 1938 : «si la CNT affiche la représentation politique du mouvement libertaire, la FAI est

de trop. Si le mouvement veut dissocier ce qui est politique de ce qui est intérêt de classe, c'est à la FAI que revient la tâche de prendre en charge l'orientation politique». Cité par José Peirats, *ibid*, p. 267.

(10) Selon José Peirats, à propos de la scission de 1931, *ibid*, p. 215.

Notes de lecture

Jacques Philipponneau, *Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne et camouflé sous le nom de syndrome de l'huile toxique*, Encyclopédie des Nuisances, 74 rue de Menilmontant, 75020 Paris, 1994, 109 pages.

Ce livre traite de «l'empoisonnement qui, de la fin d'avril 1981 au début de l'année 1982, a fait plus de mille morts et frappé quelques dizaines de milliers d'autres victimes d'infirmités diverses (des cécités temporaires et atrophies musculaires jusqu'aux paralysies définitives)».

Les premiers chapitres racontent comment les autorités espagnoles sont parvenues à imposer l'explication officielle de l'épidémie : celle d'un empoisonnement par de l'huile de colza frelatée (destinée à un usage industriel) vendue comme huile d'olive sur les marchés. Cette version s'est imposée, alors même qu'aucune substance présente dans cette huile ne pouvait provoquer de tels symptômes et que les expériences faites sur des animaux n'ont donné aucun résultat. La seule «preuve» repose sur une étude épidémiologique. Celle-ci prétend qu'une moyenne de trois consommateurs d'huile frelatée

sur mille sont tombés malades (ou sont morts) et ne tient pas compte des personnes atteintes qui ont prouvé qu'elles n'en avaient pas consommé !

En fait, si l'on se réfère aux critères scientifiques communément acceptés (la finalité de la science est d'accroître la connaissance vérifiable et vérifiée) une autre explication aurait dû s'imposer : celle d'un empoisonnement par un ou plusieurs pesticides organophosphorés. L'ouvrage montre dans le détail comment les chercheurs, qui ont poursuivi leurs investigations dans cette direction, ont été marginalisés, démis de leurs fonctions, ou ont effectué des revirement complets pour des motifs inattendus, comme ce médecin expert de l'Organisation Mondiale de la Santé qui aurait dit «que cela valait mieux pour lui et sa famille».

Alors que la «science» officielle décidait de rechercher des produits toxiques uniquement dans l'huile, des scientifiques parvin-

rent, malgré de nombreuses entraves, à trouver une autre explication. Bien que relevé de ses fonctions, le Dr. Muro (ancien directeur de l'hôpital del Rey de Madrid où les premiers malades avaient été accueillis) poursuivit ses recherches de manière indépendante. Son enquête montre que le responsable de l'épidémie est très vraisemblablement un pesticide utilisé dans un champ de tomates dont la récolte a été dispersée, au fur et à mesure du mûrissement, dans un certains nombres de marchés du pays. Non seulement cette thèse est plus crédible sur le plan épidémiologique (en Catalogne où l'on trouvait aussi de l'huile frelatée, il n'y a eu aucun cas de syndrome toxique) mais les cobayes et souris nourris avec des poivrons traités avec le pesticide nommé Necamur de la société Bayer (interdit en Allemagne, mais autorisé sans restriction en Espagne) «moururent au bout de deux jours, atteints de lésions pulmonaires caractéristiques du syndrome toxique. Fait remarquable, le produit semblait plus toxique après avoir transité par les végétaux qu'administré pur». La théorie de l'huile frelatée s'est finalement imposée (y compris en justice) au mépris des règles scientifiques parce que l'économie et la raison d'État ont prévalu. Dans le contexte politique de l'époque — l'affaire s'est produite juste après la tentative de coup d'État militaire du

colonel Tejero — le gouvernement voulait surtout éviter l'aggravation des tensions sociales. Il devait donner une explication rapide et qui soit sans conséquence sur les exportations agricoles. L'huile frelatée, illégale et non exportée, répondait à ces conditions. Il était aussi plus facile de condamner de petits trafiquants qu'une entreprise multinationale.

Sur les causes concrètes de l'empoisonnement des plantes, l'auteur présente plusieurs scénarios. Il peut s'agir d'un accident : «l'Organisation mondiale de la Santé estime que le nombre des victimes d'intoxication par les pesticides se situe entre 3,5 et 5 millions de personnes chaque année, dont 40'000 sont mortellement atteintes» (*Le travail dans le monde* — Bureau International du Travail, 1994), mais peut-être aussi d'une expérience délibérée. «Pour que l'utilisation d'un pesticide puisse être autorisée dans un pays développé — c'est-à-dire que sa nocivité y soit jugée tolérable —, il doit auparavant être testé en plein champ et à grande

échelle dans une région possédant à la fois une agriculture industrialisée, des services sanitaires capables de déceler la nocivité du produit et les moyens coercitifs adéquats pour en étouffer ou en rendre inutile l'éventuelle publicité». L'Espagne de 1981 remplissait sans doute ces conditions... comme aujourd'hui les anciens pays «socialistes» : «l'Ukraine en particulier a été transformée en polygone d'essais chimiques des entreprises étrangères; la population devant déjà subir les effets de l'irradiation de Tchernobyl, il sera aisé dans les futures querelles d'experts de nier la réalité de ce que la presse locale nomme un «génocide chimique»». Enfin, une autre hypothèse, évoquée par un journaliste espagnol (licencié de son journal par la suite) et reprise par les défenseurs des trafiquants d'huile, est celle de l'essai à usage militaire d'un neurotoxique. Ce scénario n'est pas complètement farfelu quand on sait que la firme Bayer a produit des gaz de combat dès 1915 et qu'elle faisait partie du trust I.G.



Farben producteur du fameux gaz Zyklon B des camps d'extermination nazis. L'auteur rappelle aussi que jusque dans les années 1970, dans différents pays dont les USA (et même la Suisse !) des irradiations expérimentales ont été faites sur des civils ou des militaires.

Jacques Philipponneau évoque également, malheureusement sans l'approfondir,

le thème des maladies du système immunitaire (cancers, SIDA) pour lesquelles on n'étudie pas le rôle joué par l'empoisonnement chimique et nucléaire de notre environnement. Il conclut en critiquant la science d'aujourd'hui. Les impératifs d'une recherche féconde comme la publicité des résultats, la liberté des chercheurs, l'esprit critique... étant désormais bafoués pour des raisons commerciales, militaires ou académiques.

A un moment donné l'auteur se demande pourquoi les scientifiques dissidents n'ont pas rejoint une lutte collective, que ce soit celle des associations des victimes ou une contestation plus générale. Sa réponse est intéressante : les dissidents appartenaient «à des milieux où le respect des institutions et la confiance en leur mode de fonctionnement vont de soi», c'est pourquoi ils s'adressaient aux autorités qui refusaient de les écouter; mais «cette naïveté était aussi paradoxalement la condition nécessaire pour s'engager dans ce combat incertain. Ce n'est pas la moindre étrangeté de notre époque que ce soient si souvent des individus armés de leur seule indignation qui se lèvent contre telle ou telle ignominie, alors que d'autres, plus avertis, la tête courbée par le poids du scepticisme, restent sans voix du haut de leurs connaissances inutiles. Le résultat très concret d'une telle situation est doublement bénéfique à la domination, quand elle en vient à susciter une opposition publique. Ceux qui auraient quelque connaissance de sa nature et donc de la manière de la combattre se gardent généralement bien de prouver ce savoir dans la pratique, et ceux qui la combattent réellement sont suffisamment manœuvrables pour ne pas représenter un danger durable».

□

L'Atelier de création libertaire de Lyon nous a fait parvenir, il y a quelques temps déjà, deux brochures intitulées :

- *Psychanalyse et Anarchie.*
- *La Révolte de Los Angeles, avril-mai 1992.*

Nous avons aussi reçu son catalogue pour 1995 qui présente l'ensemble des publications réalisées jusqu'ici.

Atelier de création libertaire
B. P. 1186
69202 Lyon Cedex 01
Tel. 78 29 28 26



Souscription permanente

E. L.	France	300 FF
E. A.	France	100 FF
C. C.	VD	20.-
H. S.	GE	30.-
T. M.	GE	10.-
A. C.	TI	30.-
M.-T. C.	VS	25.-
D. C.	VD	50.-
J.-B. T.	VD	50.-
A. B.	GE	105.-
B. R.	TI	45.-
R. G.	VD	10.-

Affranchi n° 12 liste n°8

L'Affranchi deux fois par an

Notre ambition de faire paraître l'Affranchi trois ou quatre fois par an ne s'est pas réalisée. Force est de constater que malgré tous nos efforts, notre vitesse de croisière est bisannuelle.

A cela il faut ajouter l'augmentation des frais postaux qui n'encourage guère à multiplier les envois.

Avis à nos abonnés : le prochain numéro ne paraîtra pas avant l'été.

La rédaction

dans ce **NUMÉRO :**

- ★ Editorial
- ★ Grèves en France
- ★ La fin du syndicalisme français
- ★ Vingrau
- ★ Fiorenzo Laffranchi
- ★ Grève de la faim de Marco Camenisch
- ★ Réflexions sur la contestation en Suisse
- ★ Un débat espagnol
- ★ Notes de lecture



BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS 20 FRS (80 FF)

SOUTIEN 30 FRS OU PLUS

NOM:-----PRÉNOM:-----

ADRESSE:-----

NP:-----LOCALITÉ:-----PAYS:-----

Retourner à : Association Réflexions Sociales
 Case postale 172 - CH-1000 Lausanne 6 Ouchy - ccp 10-5082-6